

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi sur la profession d'avocat (LAv)**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi sur la profession d'avocat.

## 1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE

### 1.1 Nécessité d'une révision totale de la loi sur la profession d'avocat

1. Le 23 juin 2000, les Chambres fédérales ont adopté la loi fédérale sur la libre circulation des avocats (ci-après: loi fédérale sur les avocats; LLCA). Cette nouvelle loi a pour buts de garantir la libre circulation des avocats en Suisse et de fixer les principes applicables à l'exercice de la profession d'avocat. Elle détermine aussi les modalités selon lesquelles les avocats ressortissants des Etats membres de l'Union européenne (UE) peuvent pratiquer la représentation en justice en Suisse.

La nouvelle loi fédérale ne s'applique qu'aux avocats qui pratiquent, dans le cadre du monopole, la représentation en justice. Elle ne règle ainsi pas le simple conseil juridique, les cantons étant compétents à cet égard.

2. La loi fédérale sur les avocats permet d'abord la libre circulation des avocats en Suisse en développant les registres cantonaux des avocats, système destiné à remplacer les autorisations cantonales. Le droit fédéral détermine, désormais, les conditions personnelles d'inscription (cf. art. 5 et 6 LLCA) et les personnes pouvant accéder aux données figurant dans le registre (cf. art. 10 LLCA). D'après le nouveau système, l'avocat qui entend pratiquer la représentation en justice doit demander à être inscrit dans le registre du canton dans lequel il a son étude ou, s'il a plusieurs études en Suisse, là où il a son étude principale. Une fois inscrit, l'avocat peut pratiquer le barreau dans toute la Suisse.

Autre innovation de taille, le droit fédéral règle les principes essentiels de l'exercice de la profession d'avocat. En fait, non seulement il unifie les règles professionnelles, comme par exemple l'obligation d'indépendance figurant aux articles 12 let. b et 8 al. 1 let. d LLCA; mais encore il contient les dispositions essentielles en matière disciplinaire en exigeant une autorité cantonale de surveillance (cf. art. 14 LLCA), en fixant exhaustivement les diverses mesures disciplinaires qui peuvent être prises (cf. art. 17 LLCA) et en posant à cet égard quelques règles de procédure (cf. not. art. 18, 19 et 20 LLCA).

Dernière nouveauté, enfin, la nouvelle loi fédérale sur les avocats règle la libre circulation, en Suisse, des avocats ressortissants des pays de l'Union européenne. Appliquant l'Accord du 21 juin 1999 passé entre, d'une part, la Confédération suisse et, d'autre part, la Communauté européenne et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes, la Confédération a transposé dans la loi fédérale sur les avocats les dispositions des directives topiques de la Communauté européenne. Ces directives concernent la libre prestation de services (cf. directive 77/249/CE; art. 21 à 26 LLCA), l'exercice permanent, par les avocats des Etats membres de l'UE, de la profession d'avocat, sous leur titre d'origine (cf. directives 98/5/CE; art. 27 à 29 LLCA) et, enfin, l'inscription des avocats des Etats membres de l'Union européenne au registre cantonal («assimilation» complète, à certaines

conditions, des avocats UE aux avocats suisses) (cf. directive 98/5/CE; art. 30 à 33 LLCA).

3. L'entrée en vigueur de la loi fédérale sur les avocats – dont la date pourrait être fixée en même temps que celle de l'entrée en vigueur de l'Accord sur la libre circulation des personnes (cf. art. 37 LLCA) – implique une révision totale de la loi fribourgeoise du 10 mai 1977 sur la profession d'avocat (LAv; RSF 137.1). Cette révision concerne pour l'essentiel l'adaptation des dispositions du droit cantonal à celles de la loi fédérale sur les avocats. A cette occasion, l'idée s'est aussi imposée de réviser les dispositions du droit cantonal qui, en soi non touchées par le droit fédéral, méritaient d'être modifiées eu égard à la pratique et aux expériences réalisées en cette matière.

4. Par arrêté du 16 octobre 2000, le Conseil d'Etat a institué une commission d'experts chargée de préparer une révision de la législation cantonale sur la profession d'avocat. Composée de représentants de l'Ordre des avocats fribourgeois, de l'Association des avocats-stagiaires, du Pouvoir judiciaire et de l'administration cantonale, cette commission a siégé à plusieurs reprises de novembre 2000 à février 2001. Des contacts ont été pris avec les autorités compétentes d'autres cantons, principalement des cantons romands.

Un avant-projet de loi sur la profession d'avocat (ci-après: l'avant-projet), issu des travaux de cette commission, a été mis en consultation par la Direction de la justice auprès des partis politiques et des autres organes concernés. Il a été bien accueilli et les propositions formulées à cette occasion ont été intégrées dans le projet définitif là où cela paraissait indiqué. L'Office fédéral de la justice, consulté sur l'avant-projet, a aussi fait part de ses observations, en particulier pour ce qui est du port du titre «avocat», de la dénomination du registre cantonal et de la faculté, pour le canton, de régir l'activité des avocats ressortissants d'Etats non membres de l'UE.

5. Dans leur session d'hiver 2001, les Chambres fédérales ont adopté un arrêté fédéral portant approbation de l'Accord du 21 juin 2001 amendant la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE) et une loi fédérale relative aux dispositions concernant la libre circulation des personnes résultant de cet Accord. Cet Accord prévoit, pour les ressortissants des pays de l'AELE, des règles similaires à celles prévues par les Accords sectoriels passés avec l'UE, notamment pour ce qui est de la libre circulation des personnes. Ainsi seront applicables aux avocats étrangers ressortissants de pays de l'AELE (en l'état, Norvège, Islande et Liechtenstein), les mêmes règles, découlant des directives topiques, que celles applicables aux avocats de l'Union européenne.

Le présent projet tient compte de ce nouvel élément (art. 9).

## 1.2 Quelques points forts

### 1.2.1 Les autorités compétentes

a) La loi du 10 mai 1977 sur la profession d'avocat confie des compétences et tâches essentiellement au Département de justice (compétences décisionnelles et tâches administratives) et au Tribunal cantonal (compétences disciplinaires), le Tribunal cantonal et le Tribunal administratif étant autorités compétentes pour autoriser des avocats non titulaires de la patente fribourgeoise à représenter en justice une partie dans une cause déterminée.

Une commission spéciale, la Commission d'examen des candidats au barreau, fait quant à elle passer les examens aux avocats-stagiaires.

Le projet de loi modifie ce système. Il instaure une autorité de surveillance unique, à savoir la Commission du barreau. Celle-ci est chargée, d'une part, des tâches et compétences dévolues par le droit fédéral à l'autorité cantonale de surveillance (inscriptions et radiations au barreau; prononcés disciplinaires...) et, d'autre part, de diverses tâches concernant les stages d'avocat. Cette commission reprend certaines tâches exercées jusqu'ici par le Département de la justice ainsi que toutes celles exercées par le Tribunal cantonal en matière disciplinaire. Elle reprend aussi toutes les compétences du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif concernant l'autorisation de plaider dans des causes particulières.

Il est prévu que la Commission du barreau soit composée, pour l'essentiel, d'avocats et de magistrats de l'ordre judiciaire nommés par le Conseil d'Etat sur proposition de l'Ordre des avocats et du Tribunal cantonal. D'autres personnes, comme des professeurs d'université, peuvent en faire partie.

**b)** Le projet confie au Service de la justice – nouvelle dénomination du Département de la justice – la gestion administrative du registre fribourgeois des avocats et des avocates, du tableau des avocats ressortissants d'Etats membres de l'UE et de l'AELE et du registre des avocats-stagiaires, comme aussi, de façon générale, la tâche de préparer et d'exécuter les décisions et mesures prises par la Commission du barreau et la Commission d'examen des candidats au barreau. Contrairement au droit actuel, ledit Service n'a plus, selon ce qui est prévu, de compétences en matière de délivrance de patentes et d'autorisations de stages d'avocat; ces compétences seraient désormais dévolues à la Commission du barreau.

La Commission du barreau pourra déléguer certaines tâches à l'un de ses membres ou au Service de la justice. Cette délégation ne visera toutefois que des tâches administratives ou préparatoires, la compétence décisionnelle restant en mains de la Commission du barreau.

### **1.2.2 Le registre cantonal des avocats et le tableau des avocats des Etats membres de l'UE et de l'AELE**

Conformément aux dispositions du droit fédéral, le canton doit instituer un registre des avocats qui disposent d'une adresse professionnelle sur le territoire cantonal (cf. art. 5 al. 1 LLCA). Sont inscrits dans ce registre les personnes qui offrent leurs services au public en leur qualité d'avocat (cf. art. 2 al. 1 du projet). Pour être inscrit au registre, l'avocat doit formuler une requête et remplir certaines conditions personnelles (cf. art. 6 et 8 al. 1 LLCA). Cela dit, un «registre» des avocats des Etats membres de l'UE et de l'AELE exerçant à titre permanent dans le canton la profession d'avocat sous leur titre d'origine doit aussi être institué (le tableau des avocats ressortissants d'Etats membres de l'UE ou de l'AELE; cf. art. 28 LLCA). Dans la même optique de publicité, le projet institue un registre des avocats-stagiaires.

Il est prévu que les inscriptions et les radiations au registre et au tableau soient décidées par la Commission du barreau, le Service de la justice remplissant en cette matière des tâches d'exécution.

### **1.2.3 Le statut des avocats ressortissants d'Etats non membres de l'UE ou de l'AELE**

**a)** Le système de libre circulation mis en place par la Confédération ne règle pas la situation des avocats res-

sortissants d'Etats non membres de l'UE qui ne seraient pas membres de l'AELE. En droit fribourgeois actuel, la situation de ces avocats est régie par l'article 9bis de la loi sur la profession d'avocat, mais uniquement pour ce qui est de la représentation en justice dans une cause déterminée (cas particuliers de libre prestation de services).

Cette situation pose la question de l'application des dispositions de l'Accord général sur le commerce des services («General Agreement on Trade in Services; GATS») (sur cette question, voir le Message du CF du 28 avril 1999 concernant le projet de loi fédérale sur la libre circulation des avocats; tiré-à-part, p. 54 à 57). A défaut d'accords entre la Confédération et les Etats membres de l'OMC, il semble que les avocats non ressortissants d'Etats membres de l'UE ou de l'AELE n'aient en soi aucun droit à pratiquer la représentation en justice en Suisse, le droit de faire de simples conseils juridiques en droit international et en droit de l'Etat d'origine leur étant toutefois garanti pour autant que les autorisations de séjour, d'établissement et d'accès au marché du travail soient accordées (cf., pour ce qui est des conseils juridiques, la liste d'engagements spécifiques du 15 avril 1994; ch. II. 1.a). Cela dit, comme la Confédération a apparemment renoncé à accorder, de manière autonome, le libre accès de ces avocats aux tribunaux, il appartiendrait aux cantons de régler ces situations (cf. en droit cantonal, comme déjà évoqué, l'art. 9bis LAV), mais, apparemment, sans effet intercantonal.

**b)** Le projet règle spécialement la situation de ces avocats, mais uniquement lorsqu'ils pratiquent en libre prestation de services (cf. art. 15 al. 2 et 3 du projet). Dans le sillage de la pratique actuelle, l'autorité compétente (en l'occurrence la Commission du barreau) pourra autoriser ces mandataires à effectuer une libre prestation de services dans une cause déterminée. Le projet prévoit, dans ces cas, la possibilité d'appliquer, par analogie, les mêmes dispositions que celles applicables, en droit fédéral, aux avocats ressortissants d'Etats membres de l'UE ou de l'AELE pratiquant en libre prestation de services. A signaler que le projet renonce à régir la pratique, dans le canton, d'avocats non ressortissants d'Etats membres de l'UE ou de l'AELE qui seraient établis dans le canton. Une telle ouverture aurait pu se justifier dans la mesure où les intéressés bénéficient en soi, au niveau fédéral, de la liberté économique. Même si l'Office fédéral de la justice, abordé à cet égard, a admis qu'un canton pouvait autoriser, sur son territoire, de tels avocats à pratiquer et même si, dans la procédure de consultation, aucune objection n'a été soulevée contre une telle ouverture, le projet renonce en définitive à régler ces situations. Aucun canton romand n'a en effet prévu cette possibilité et il est probable qu'une fois autorisé dans le canton de Fribourg, un avocat étranger puisse requérir – et obtenir – une autorisation de pratiquer dans d'autres cantons, en application de la législation fédérale sur le marché intérieur, voire des dispositions sur le GATS. Une telle situation ne serait pas judicieuse; elle reviendrait à imposer à d'autres cantons une solution que seul le canton de Fribourg aurait choisie.

### **1.2.4 La procédure disciplinaire**

**a)** La loi actuelle sur la profession d'avocat règle tout ce qui concerne le droit disciplinaire applicable aux avocats autorisés à pratiquer dans le canton. Désormais, le droit fédéral règle exhaustivement tout ce qui concerne les règles professionnelles comme telles (cf. art. 12 et 13 LLCA), les mesures disciplinaires (cf. art. 17 LLCA) ainsi que la prescription disciplinaire (cf. art. 19 LLCA).

Certaines règles de procédure sont fixées par le droit fédéral (cf. les obligations d'information et de communication prévues aux articles 15, 16, 18 al. 2, 26 et 29 LLCA).

b) Le projet fixe quelques règles complémentaires applicables aux avocats et aux avocats-stagiaires soumis au pouvoir disciplinaire de la Commission du barreau. Il simplifie les dispositions figurant dans le droit actuel, réglant toutefois certaines questions spécifiques comme celles liées à l'information du public et des autorités en cas de retrait provisoire de l'autorisation de pratiquer comme aussi en cas d'interdiction définitive ou temporaire de pratiquer (cf. art. 35 du projet). La possibilité de classer rapidement des dénonciations irrecevables ou manifestement infondées (cf. art. 32 du projet) est aussi introduite.

### 1.2.5 Le titre «avocat» et les titres analogues

La loi fédérale sur les avocats ne contient aucune disposition concernant le titre même d'avocat ou des titres analogues, se contentant d'assurer que l'intéressé puisse utiliser un titre professionnel d'origine (par ex. le titre «Fürsprecher») ou un titre équivalent délivré dans le canton au registre duquel il est inscrit (cf. art. 11 al. 1 LLCA). Le droit fédéral régit par ailleurs de façon implicite le titre qui doit être porté par l'avocat qui pratique la représentation en justice. Ainsi, dans ses relations d'affaires, le titre doit mentionner l'inscription à un registre ou à un barreau cantonal (cf. art. 11 al. 2 LLCA).

Il incombe dès lors, comme jusqu'ici, aux cantons de protéger le titre d'avocat ou, plus précisément, de protéger la confiance que le public doit pouvoir placer en la personne qui offre ses services en public en se prévalant du titre d'avocat. C'est ce que prévoit le projet en sanctionnant, comme la loi actuelle, celui qui utilise sans droit le titre d'avocat (art. 37 du projet).

### 1.2.6 Le stage et les examens d'avocat

a) Le projet adapte les dispositions actuelles concernant le stage et les examens d'avocat. Le droit fédéral réserve expressément cette matière aux cantons, exigeant toutefois certaines conditions minimales (cf. art. 7 al. 1 LLCA) pour la délivrance du brevet.

b) Le projet fixe au niveau de la loi elle-même les conditions exigées pour l'autorisation de stage (actuellement: cf. art. premier al. 2 du règlement du 13 décembre 1977 sur les stages et les examens d'avocat et de notaire, RSF 137.12) (cf. art. 17 du projet). Il abandonne la condition liée aux bonnes mœurs et reprend les conditions personnelles prévues par le droit fédéral pour l'inscription au registre (cf. art. 17 let. c du projet). Il renonce à prévoir des exigences particulières pour l'admission de candidats étrangers.

Le projet prévoit de fixer la durée du stage à 18 mois, dont 12 au moins doivent être effectués dans une étude d'avocat. Il réduit ainsi la durée du stage, actuellement fixée à deux ans.

## 1.3 Incidences du projet

1. Le présent projet concerne, pour partie, l'application du droit fédéral contenant les dispositions, transposées, des directives de la Communauté européenne. Sous cet angle, il est conforme au droit de l'Union européenne tel que repris dans l'Accord sur la libre circulation des personnes et dans l'Accord instituant l'Association européenne de libre-échange.

2. Le présent projet ne modifie pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes, l'application de la législation sur la profession d'avocat étant exclusivement du ressort de l'Etat.

3. Le présent projet ne devrait pas entraîner d'importantes conséquences financières pour l'Etat. Il est difficile, en l'état, d'évaluer la charge induite par la création de la nouvelle Commission du barreau qui reprend, en partie, des compétences du Tribunal cantonal et du Département de la Justice. Le coût de cette Commission comprend essentiellement les indemnités à verser aux membres qui siègent à l'ordinaire à trois et, en matière disciplinaire, à cinq. La Commission d'examen, qui existe déjà, ne devrait pas, quant à elle, engendrer de coûts supplémentaires.

## 2 BREF COMMENTAIRE DES DISPOSITIONS

### 2.1 CHAPITRE PREMIER: Dispositions générales

#### Art. 1 *Objet*

Cet article précise l'objet de la loi. Celle-ci règle l'application de la loi fédérale sur les avocats et, aussi, certaines matières restant de la compétence cantonale, comme les stages et l'examen d'avocat. A l'instar du droit actuel, le projet contient aussi certaines dispositions concernant les honoraires des avocats, en les reprenant pour l'essentiel.

#### Art. 2 *Champ d'application*

Le projet s'applique aux personnes qui offrent leurs services au public en leur qualité d'avocat. A l'instar de la loi actuelle, il ne se limite donc pas, comme le fait la loi fédérale, à régler la situation des avocats qui pratiquent la représentation en justice, mais régit aussi celle des avocats qui exercent, à titre indépendant, la seule activité de conseil (avocats-conseils). En revanche, le projet ne traite pas du cas des personnes qui, titulaires du brevet d'avocat, exercent une activité salariée au profit d'un employeur (administration ou entreprise). Il ne s'applique bien évidemment pas non plus aux personnes qui pratiquent, à titre indépendant, le conseil juridique sans être au bénéfice d'un brevet d'avocat.

L'article 2 al. 2 de du projet renvoie, pour ce qui est de l'étendue du monopole, à la législation spéciale. Le projet adapte formellement, pour autant que nécessaire, les diverses dispositions de cette législation (cf. art. 43 du projet).

### 2.2 CHAPITRE II: Organes d'application

#### Art. 3 *En général*

L'article 3 détermine les organes d'application. Si la Commission du barreau est un organe nouveau, la Commission d'examen des candidats au barreau existe déjà en droit actuel (art. 15 LAV et art. 15 ss du règlement du 13 décembre 1977 sur les stages et les examens d'avocats et de notaires). L'organisation et le fonctionnement des commissions seront réglés par le Conseil d'Etat (cf. al. 4). Il appartiendra cependant à la Commission du barreau de régler précisément la délégation des tâches prévues à l'article 5 al. 3 du projet.

A remarquer que les membres des commissions sont soumis à la loi du 22 septembre 1982 réglant la durée des fonctions publiques accessoires (RSF 122.8.2).

#### Art. 4 *Composition de la Commission du barreau*

Cet article fixe la composition de la Commission du barreau (10 membres et 4 suppléants) en prévoyant expressément quels organes peuvent proposer au Conseil d'Etat

un nombre minimum de candidats (6 personnes) (cf. art. 4 al. 1 du projet). Les personnes proposées par le Tribunal cantonal devront être magistrats de l'ordre judiciaire. Il est évident que la désignation des candidats devra tenir compte, équitablement, des deux langues officielles du canton.

L'article 4 al. 2 du projet fixe la composition de la Commission lorsque celle-ci siège. Il appartiendra le cas échéant au plenum de fixer son organisation interne, c'est-à-dire aussi de déterminer, au vu du nombre, de la disponibilité et de la provenance des membres, lesquels feront partie de la commission à trois membres (causes ordinaires) et lesquels siègeront, en matière disciplinaire, à cinq. Ce système permet une certaine souplesse, notamment pour la suppléance.

#### **Art. 5 Attributions de la Commission du barreau**

La Commission du barreau exerce, en sa qualité d'autorité de surveillance, de larges tâches et compétences; elle bénéficie d'ailleurs de la clause générale de compétence. Elle pourra déléguer des tâches d'instruction ou de préparation de dossiers à l'un de ses membres ou au Service de la justice (cf. art. 5 al. 3 du projet).

#### **Art. 6 Composition de la Commission d'examen des candidats au barreau**

Le projet reprend la composition actuelle de la Commission d'examen des candidats au barreau (cf. art. 15 al. 3 LAV), sauf qu'il renonce à prévoir la présence, en qualité de président, du chef Directeur de la justice (exigence du droit actuel qui n'est d'ailleurs plus respectée dans la pratique); à l'instar du droit actuel, il est prévu que la commission siège à cinq membres, dont au moins deux avocats inscrits. La seule exigence – nouvelle – concernant la qualification des membres consiste à ce que la majorité d'entre eux soit titulaire du brevet d'avocat; dans la pratique, il s'agira, comme actuellement, essentiellement de juges ou de professeurs d'université.

#### **Art. 7 Attributions de la Commission d'examen des candidats au barreau**

Le projet formule de façon générale les tâches et compétences de la Commission d'examen. La Commission devra, en application du droit fédéral, fixer le contenu des épreuves d'aptitudes et des entretiens de vérification prévus, aux articles 30ss LLCA, pour les avocats des États membres de l'UE ou de l'AELE. Cela dit, l'expérience démontre que les épreuves d'aptitudes sont très rares, les avocats préférant la procédure décrite à l'article 30 al. 1 let. b LLCA.

#### **Art. 8 Service de la justice**

Comme déjà mentionné, le Service de la justice perd ses compétences décisionnelles, ne conservant que des tâches de secrétariat et d'exécution, essentiellement en relation avec la gestion administrative du registre cantonal et du registre des avocats étrangers (inscriptions, radiations, consultations, communications, informations, publications...). La Commission du barreau pourra lui déléguer certaines tâches (cf. art. 5 al. 3 du projet).

Le projet n'empêche pas les commissions de s'adjoindre, si le besoin s'en manifeste, des secrétaires ad hoc.

### **2.3 CHAPITRE III: Registre et tableau**

#### **Art. 9 Généralités**

Le registre cantonal des avocats (le registre) et le tableau des avocats des États membres de l'UE et de l'AELE (le tableau) sont les seuls registres que le canton doit tenir en application du droit fédéral. Les données qui y sont inscrites sont déterminées, pour les ressortissants suisses,

par le droit fédéral (cf. art. 5 al. 2 LLCA). Le projet fixe aussi les données personnelles qui doivent figurer sur le tableau des avocats étrangers (ressortissants des pays membres de l'UE et de l'AELE), le droit fédéral ne prévoyant rien à cet égard (cf. art. 28 LLCA). En l'état, il n'est pas prévu d'inscrire dans un tableau formel les avocats étrangers visés par l'article 15 du projet, l'autorité compétente pouvant tenir bien sûr un fichier de ces avocats.

Le registre et le tableau seront tenus sous forme de dossiers matériels, contenant notamment les attestations et les documents produits. Il pourra aussi être tenu sous la forme de fichiers informatisés; une telle forme facilitera la consultation de ces registres (cf. art. 13 du projet).

#### **Art. 10 Procédure**

La loi fédérale sur les avocats pose quelques règles de procédure concernant essentiellement les inscriptions au registre cantonal et certains documents à fournir (copie du brevet d'avocat, art. 5 al. 2 let. b LLCA et attestations diverses, art. 5 al. 2 let. c LLCA). Elle précise aussi que la procédure doit être simple et rapide (cf. art. 34 al. 2 LLCA). A cet égard, la disposition de l'art. 8 al. 2 de la directive 89/48/CE devrait s'appliquer: dès la présentation du dossier complet par l'intéressé, la demande devrait être traitée dans un délai de quatre mois. Selon le projet, il appartient au Conseil d'Etat de régler la procédure pour le surplus. En droit actuel, cette compétence est déjà dévolue au Conseil d'Etat (cf. arrêté du 13 décembre 1977 concernant la patente d'avocat; RSF 137.13).

Le Conseil d'Etat devra préciser quelles attestations le requérant devra fournir pour la vérification des conditions fixées aux articles 7 et 8 LLCA (par ex., diplôme universitaire, brevet d'avocat, attestation de l'autorité tutélaire, extrait du casier judiciaire, attestation de l'Office des poursuites, etc.). Ces documents à produire ne devront pas dater de plus de trois mois (cf. la disposition prévue à l'art. 6 ch. 3 de la directive 89/48/CE).

Les inscriptions et les radiations seront communiquées à l'Ordre des avocats fribourgeois, cet organisme disposant, de par le droit fédéral (cf. art. 6 al. 4 LLCA), d'un droit de recours contre l'inscription.

#### **Art. 11 Obligation d'informer**

L'article 11 du projet oblige les autorités judiciaires et les autorités de la juridiction administrative à informer la Commission du barreau des faits susceptibles d'entraîner la radiation au registre. Cette disposition constitue le pendant de ce qui est prévu à l'article 15 al. 1 LLCA pour les faits susceptibles de constituer une violation des règles professionnelles.

Le cas des offices de poursuite est traité à part (cf. al. 2).

#### **Art. 12 Consultation des données**

La consultation du registre est régie par les règles de la loi fédérale sur les avocats (cf. art. 10 LLCA). L'article 12 al. 1 du projet rend ces règles fédérales applicables par analogie à la consultation du tableau, le droit fédéral étant muet à cet égard.

Un accès en ligne sous forme de procédure d'appel pourra être instauré pour les autorités énumérées à l'article 10 LLCA, conformément à la législation sur la protection des données. La consultation par des tiers (cf. art. 10 al. 2 LLCA), certes limitée à certaines données, pourrait aussi être assurée par le biais de l'Internet, comme c'est d'ailleurs déjà le cas actuellement.

#### **Art. 13 Publications**

L'article 6 al. 3 LLCA oblige le canton à publier l'inscription au registre dans un organe officiel cantonal. L'ar-

ticle 13 du projet règle les détails de ce principe, étendant l'obligation à l'inscription au tableau.

Contrairement au droit actuel, le projet renonce à obliger le Service de la justice à afficher le tableau des personnes autorisées dans les greffes et les salles d'audience (cf. art. 5 LAV). Pour les tiers, la publicité est suffisamment assurée par les mesures prévues aux articles 12 et 13 du projet. Si l'on voulait maintenir le système actuel, il faudrait garantir la mise à jour du tableau, ce qui paraît difficile. Cela dit, il reste que les greffes pourront soit communiquer aux intéressés la liste des avocats figurant sur le site Internet du Service de la justice, soit afficher cette liste dans les salles d'attente des greffes.

#### **Art. 14 Renonciation; rectification de données**

L'article 14 aborde des questions qui n'ont pas été traitées par le droit fédéral. En effet, l'article 9 LLCA ne semble concerner que la radiation d'office par l'autorité.

### **2.4 CHAPITRE IV: Avocats ressortissants d'Etats non membres de l'UE ou de l'AELE**

#### **Art. 15**

L'article 15 règle la situation des avocats ressortissants d'Etats non membres de l'UE ou de l'AELE qui, en libre prestation de services, représentent des parties dans des causes déterminées.

A l'instar du droit fribourgeois actuel (cf. art. 9bis LAV), le projet prévoit que les avocats étrangers ressortissants de ces pays peuvent pratiquer pour des causes déterminées, dans le canton, une activité soumise au monopole. S'agissant ici d'un cas spécial d'activité exercée en libre prestation de services, le projet rend les dispositions des articles 21 à 26 LLCA applicables par analogie (cf. art. 15 al. 2 du projet).

Les avocats étrangers visés ici ne sont pas inscrits dans un registre officiel. Une liste de ces personnes sera établie par le Service de la justice. Cette liste pourra contenir, outre les noms et qualités des personnes concernées, les indications figurant à l'article 9 al. 3 du projet.

### **2.5 CHAPITRE V: Brevet de capacité d'avocat**

#### **Art. 16 Principes**

Le projet reprend pour l'essentiel les principes figurant aux articles 10 à 16 de la loi actuelle concernant le stage et l'examen.

L'article 16 al. 2 du projet fixe désormais dans la loi la durée de l'autorisation de stage, actuellement prévue par le règlement sur les stages et les examens d'avocat et de notaire (cf. art. 3 dudit règlement). Actuellement fixée à trois ans, cette durée est augmentée à cinq ans (cf. art. 16 al. 2, 2e phr. du projet). A l'échéance, l'autorisation pourra être prolongée par la Commission du barreau.

#### **Art. 17 Admission au stage**

Comme déjà dit, le projet fixe désormais dans la loi les conditions de l'autorisation de stage. Dans le sillage du droit actuel, il renonce à exiger la nationalité suisse, les exigences en matière de séjour et d'établissement des étrangers étant au demeurant applicables.

Dans cette matière, une certaine uniformisation des législations devrait être de mise, à tout le moins dans les cantons romands. A l'instar d'autres cantons (cf. VS et GE), le projet renonce à maintenir une exigence de moralité (cf. art. 4 let. c LAV), bien qu'une telle exigence soit recommandée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe (cf. Recommandation Rec (2000) 21 du Comité

des Ministres aux Etats membres sur la liberté d'exercice de la profession d'avocat; Principe II ch. 2) (exigence d'une moralité «de haut niveau»).

#### **Art. 18 Registre des stagiaires**

Le projet institue un registre des stagiaires. Actuellement, seule une liste des stagiaires est tenue et publiée. Ce registre devra contenir les données essentielles concernant ces personnes; certaines dispositions du projet concernant le registre des avocats s'appliqueront par analogie.

#### **Art. 19 Durée du stage**

En droit actuel, la durée totale du stage est de deux ans (cf. art. 12 al. 1 LAV). Le projet réduit cette durée à dix-huit mois. Un stage d'une telle durée est suffisant pour offrir au stagiaire une formation adéquate. Cela dit, rappelons que le droit fédéral exige un stage d'une durée minimum d'une année, solution apparemment choisie par plusieurs cantons alémaniques (par ex. BS, SO, AI, UR). Les cantons romands et du Tessin, par contre, optent pour le maintien d'une durée de stage de deux ans. A signaler que la durée du stage proposée dans le projet (18 mois) correspond à celle prévue dans la future loi bernoise.

La diminution de la durée du stage entraîne logiquement la modification de la disposition permettant à l'autorité compétente de réduire la durée du stage pour tenir compte d'une activité juridique déjà exercée (cf. art. 19 al. 2 du projet).

#### **Art. 20 Maître de stage**

Le projet reprend l'exigence de l'article 13 al. 1 de la loi actuelle, mais en fixant à douze mois la durée minimum que le stagiaire doit passer à l'étude de son maître de stage. Cette durée doit correspondre à une durée effective, à plein temps. Si une formation à mi-temps est acceptée, la durée du stage est prolongée d'autant.

A l'alinéa 2 de l'article 20, le projet élargit les possibilités d'effectuer le stage en partie dans un autre cadre.

#### **Art. 21 Statut des stagiaires**

L'article 21 du projet reprend les dispositions de l'article 14 LAV. Le renvoi prévu à l'article 21 al. 2 concerne notamment les dispositions sur la déontologie professionnelle et le droit disciplinaire.

A titre de nouveauté, le projet propose, à l'alinéa 3, d'obliger l'Ordre des avocats fribourgeois et l'Association des avocats-stagiaires à régler la rétribution des stagiaires dans une convention collective. En effet, la pratique démontre que les relations contractuelles de nature financière varient fortement d'un avocat à l'autre, malgré l'existence de recommandations de l'Ordre des avocats fribourgeois concernant la rémunération. A défaut d'une convention collective, la rétribution sera fixée par contrat type arrêté par le Conseil d'Etat. La solution retenue pour le projet n'obtient pas l'agrément de l'Ordre des avocats fribourgeois. Celui-ci estime que la rémunération des avocat-stagiaires ne doit pas être traitée dans la loi sur la profession d'avocat, mais continuer à être régie par des directives de l'Ordre. Parmi les arguments invoqués figurent la difficulté à fixer, au vu des situations particulières des avocats-stagiaires, le contenu matériel de la réglementation et la crainte qu'un tel système réduise les places de stage, seuls les juristes expérimentés risquant d'être engagés par des maîtres de stage.

#### **Art. 22 Examen**

Le projet reprend les règles essentielles concernant les examens qui figurent à l'article 15 al. 1 et 2 LAV. Ces règles devront être complétées par le Conseil d'Etat (cf. art. 23 du projet).

A l'alinéa 3, le projet fixe au niveau de la loi la disposition applicable en cas d'échec, disposition actuellement prévue dans le règlement sur les stages et les examens d'avocat et de notaire.

#### **Art. 23 Droit complémentaire**

Le projet renonce à confier certaines compétences réglementaires à la Commission du barreau et à la Commission d'examen, s'agissant par exemple du détail de la réglementation du stage et des examens. Ces règles devront être prises par le Conseil d'Etat, conformément au droit actuel. Cela dit, le Conseil d'Etat pourrait, le moment venu, déléguer certaines tâches et compétences aux commissions instaurées par le projet.

### **2.6 CHAPITRE VI: Honoraires**

#### **Art. 24 à 30**

Le projet reprend, sans les modifier, toutes les dispositions figurant aux articles 22 à 27 LAV. Notons que, conformément à ce qui a été prévu lors des travaux préparatoires de la LAV (cf. BGC 1977, p. 148 ss), la Cour de modération est compétente pour examiner la créance d'honoraires et de débours de l'avocat, c'est-à-dire soit le principe, soit le montant de la rémunération due à l'avocat, y compris les demandes connexes en dommages et intérêts. Cela dit, les contestations de nature non préjudiciaire entre l'avocat et son client resteront, comme actuellement, de la compétence des tribunaux ordinaires.

Le projet renonce à introduire d'autres systèmes, comme par exemple la compétence de la Commission du barreau à la place de la compétence de la Cour de modération ou, encore, comme l'a demandé l'Ordre des avocats fribourgeois, l'application des règles ordinaires de compétence de droit privé (compétence des tribunaux déterminée par la loi d'organisation judiciaire). Le maintien du système actuel – qui n'a jamais été remis en question – se justifie à plus d'un titre. La procédure est simple, rapide et, aussi, peu onéreuse.

L'article 30 du projet, tel que proposé, étend aux indemnités de partie la réserve prévue à l'article 28 LAV. Ces indemnités sont fixées et contestées conformément à la législation spéciale (cf. art. 241 CPP et art. 137 à 141 CPJA).

### **2.7 CHAPITRE VII: Procédure disciplinaire**

#### **Art. 31 Principes**

Le droit disciplinaire étant régi par la loi fédérale sur les avocats, les dispositions des articles 29 à 34 LAV doivent être entièrement repensées. Cela dit, le droit fédéral contient un minimum de dispositions de procédure, se contentant en réalité de prévoir, dans certains cas, un devoir de communication et d'information (cf. art. 15, 16, 18 al. 2, 26 et 29 LLCA).

Le projet prévoit aux articles 31ss des règles complémentaires de procédure, les dispositions du CPJA s'appliquant pour le surplus.

#### **Art. 32 Décision sommaire**

Une procédure sommaire est instituée pour permettre de traiter rapidement les dénonciations jugées d'emblée irrecevables ou mal fondées.

#### **Art. 33 Droit d'être entendu**

L'article 33 al. 1 du projet précise que le retrait provisoire de l'autorisation de pratiquer – mesure prévue par le droit fédéral à l'article 17 al. 3 LLCA – ne peut être décidé qu'après audition de l'intéressé. Cette audition sera en

règle générale orale, sauf si des circonstances particulières telles que l'éloignement, le désintérêt ou l'attitude abusive de l'avocat concerné imposent à l'autorité de se limiter à une procédure écrite.

La disposition prévue à l'article 33 al. 2 du projet vise à garantir pleinement le droit d'être entendu de l'avocat intéressé en première instance déjà.

#### **Art. 34 Frais**

Les frais de la procédure seront fixés conformément au tarif édicté par le Conseil d'Etat (cf. art. 3 al. 4 du projet) (cf. actuellement le tarif des émoluments administratifs du 9 janvier 1968, art. premier ch. 28: émoluments de 50 francs à 5000 francs).

La personne qui a donné lieu à la procédure (l'avocat ou le dénonciateur) pourra être condamnée aux frais même en cas de clôture de la procédure sans prononcé (cf. art. 34 al. 2 du projet).

#### **Art. 35 Publication**

Le droit fédéral ne contient qu'une disposition concernant la publicité à donner à certaines mesures disciplinaires, à savoir celle imposant la communication de la décision de l'interdiction de pratiquer et ce à l'ensemble des autorités de surveillance des cantons (cf. art. 18 al. 2 LLCA).

Indépendamment de ce qui précède, le projet, soucieux d'assurer à certaines décisions importantes la publicité qu'elles exigent, prévoit la publication dans la Feuille officielle du dispositif des décisions d'interdiction définitive; la Commission du barreau décidera de cas en cas lorsque des décisions d'interdiction temporaires ou de retrait provisoire sont prises (cf. art. 35 al. 1, 2<sup>e</sup> phr. du projet).

La disposition de l'article 35 al. 2 du projet permet la publication des décisions prises par d'autres cantons, pour autant qu'elles aient été communiquées à la Commission du barreau en application de l'article 18 al. 2 LLCA.

### **2.8 CHAPITRE VIII: Voies de droit**

#### **Art. 36**

L'article 36 du projet rappelle que les décisions prises en application de la loi sont sujettes à recours selon les règles du code de procédure et de juridiction administrative (CPJA). Ainsi, par exemple, les décisions prises par la Commission du barreau ou par la Commission d'examen pourront être déférées au Tribunal administratif en application de l'article 114 al. 1 let. a CPJA.

### **2.9 CHAPITRE IX: Dispositions pénales**

#### **Art. 37**

L'article 37 fixe la sanction pénale applicable à celui qui utilise sans droit le titre «avocat» ou un autre titre protégé par la législation sur les avocats alors qu'il offre ses services au public (cf. art. 11 LLCA).

### **2.10 CHAPITRE X: Dispositions finales**

#### **Art. 38 Dispositions transitoires concernant l'inscription provisoire au registre**

L'article 36 LLCA règle en partie la situation juridique des avocats disposant déjà, à l'entrée en vigueur de la loi, d'une autorisation de pratiquer: ces personnes sont inscrites si elles peuvent obtenir une autorisation de pratiquer dans le canton en application de l'article 196 ch. 5

Cst. féd.. Cela dit, le droit fédéral n'impose pas une inscription automatique. Le projet opte pour un système d'inscription «volontaire», d'autant que l'on ne peut présumer que les avocats d'autres cantons titulaires de la patente fribourgeoise voudront (ou pourront) être inscrits automatiquement au registre de Fribourg. Il appartiendra au Service de la justice d'informer les intéressés à temps (prise de contact personnelle, avis dans la FO,...).

Concernant les conditions d'inscription, l'article 36 LLCA ne fait référence, indirectement, qu'à la validité de certificats délivrés dans d'autres cantons, certificats qui devront être reconnus même si la formation préalable à leur obtention est inférieure à une année (cf. le Message du Conseil fédéral du 28 avril 1999, ad art. 33 de l'avant-projet de loi, tiré-à-part, p. 53). L'article 36 LLCA ne contient aucune disposition concernant les conditions personnelles de l'inscription. Même si le Message du Conseil fédéral semble indiquer que l'examen de ces conditions ne devrait pas être effectué à nouveau (cf. aussi la jurisprudence du TF ad LMI), le projet ne veut pas exclure un tel contrôle. Celui-ci pourra à tout le moins s'avérer nécessaire lorsque le droit fédéral impose des conditions non prévues dans le droit actuel, comme la conclusion d'une assurance responsabilité civile, ou, encore, lorsque la condition d'indépendance – essentielle et dont le contour est précisé en droit fédéral (cf. art. 8 al. 1 let. d et art. 12 let. b LLCA) – est en cause. Là aussi, le Service de la justice devra veiller à informer les intéressés à temps (cf. not. pour la modifications des polices d'assurance RC).

#### **Art. 39 Disposition transitoire concernant les autorisations de stage**

Cet article règle la situation des avocats-stagiaires qui sont au bénéfice d'une autorisation de stage à l'entrée en vigueur de la loi. Ces autorisations ne sont pas rendues caduques; elles perdureront cependant conformément aux dispositions du nouveau droit.

#### **Art. 40 Disposition transitoire concernant la Commission d'examen**

Actuellement, les membres de la Commission d'examen sont au bénéfice d'une nomination jusqu'à fin 2003. Le projet prévoit que ces membres, y compris les suppléants, resteront en fonction jusqu'à l'entrée en fonction de la nouvelle Commission.

#### **Art. 41 Disposition transitoire concernant les procédures disciplinaires**

L'article 41 du projet traite du sort des procédures disciplinaires qui seraient encore pendantes à l'entrée en vigueur du nouveau droit. De telles procédures sont terminées selon l'ancien droit.

#### **Art. 42 Abrogation**

La loi du 10 mai 1977 sur la profession d'avocat doit bien sûr être abrogée. Le règlement sur les stages et les examens d'avocat et de notaire devra, quant à lui, être adapté.

#### **Art. 43 Modifications**

Le projet modifie, dans une annexe, plusieurs dispositions de la législation spéciale traitant du monopole de l'assistance et de la représentation en justice. Il s'agit essentiellement de modifications d'ordre formel. Il n'a pas paru nécessaire de modifier les dispositions fixant actuellement le monopole des avocats ou d'autres catégories de personnes (par ex. les représentants des milieux de locataires, de propriétaires; les gérants...), voire d'étendre le monopole à d'autres personnes encore, selon la matière en cause. Abordés à cet égard lors de la procé-

dures de consultation, les organes consultés n'ont fait aucune proposition dans ce sens.

#### **Art. 44 Entrée en vigueur**

Il est prévu que la loi fribourgeoise entre en vigueur en même temps que la loi fédérale sur les avocats. Cette date dépend de la date d'entrée en vigueur de l'Accord du 21 juin 1999 sur la libre circulation des personnes.

Nous vous invitons à adopter ce projet de loi.

### **BOTSCHAFT Nr. 6 26. Februar 2002 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Entwurf des Gesetzes über den Anwaltsberuf (AnwG)**

Wir haben die Ehre, Ihnen den Entwurf zum Gesetz über den Anwaltsberuf zu unterbreiten.

## **1. ALLGEMEINE VORSTELLUNG**

### **1.1 Notwendigkeit einer Gesamtrevision des Gesetzes über den Anwaltsberuf**

1. Am 23. Juni 2000 verabschiedeten die eidgenössischen Räte das Bundesgesetz über die Freizügigkeit der Anwältinnen und Anwälte (nachfolgend: Anwaltsgesetz; BGFA). Dieses neue Gesetz gewährleistet die Freizügigkeit der Anwälte in der Schweiz und enthält Grundsätze zur Ausübung des Anwaltsberufs. Es legt auch die Modalitäten für die Ausübung der Vertretung vor Gericht in der Schweiz durch Angehörige von Mitgliedstaaten der Europäischen Union (EU) fest.

Das neue Bundesgesetz ist nur auf Anwälte anwendbar, die im Rahmen eines Monopols die Vertretung von Parteien vor Gericht ausüben. Es regelt also nicht die einfache Rechtsauskunft, für welche die Kantone zuständig sind.

2. Das eidgenössische Anwaltsgesetz ermöglicht die Freizügigkeit der Anwälte in der Schweiz durch die Einführung der kantonalen Anwaltsregister. Dieses System soll die kantonalen Bewilligungen ablösen. Das Bundesrecht bestimmt die persönlichen Voraussetzungen für die Eintragung in das Register (vgl. Art. 5 und 6 BGFA) und den Kreis der Personen, die Zugang zu dem im Register eingetragenen Daten haben (vgl. Art. 10 BGFA). Nach dem neuen System muss der Anwalt, der die Vertretung von Parteien vor Gericht ausüben will, die Eintragung im Register des Kantons, in dem er seine Kanzlei hat, oder wenn er mehrere Kanzleien in der Schweiz hat, in dem Kanton, wo seine Hauptkanzlei ist, verlangen. Einmal eingetragen, darf er den Anwaltsberuf in der ganzen Schweiz ausüben.

Eine andere wichtige Neuerung besteht darin, dass das Bundesrecht die Grundregeln der Berufsausübung festlegt. Es vereinheitlicht nicht nur die Berufsregeln, z.B. die in den Art. 12 litt. b und 8 Abs. 1 BGFA vorgesehene Unabhängigkeitspflicht des Anwalts (vgl. Art. 12 und 13 BGFA), sondern enthält auch die Grundregeln für Disziplinarangelegenheiten, indem es eine kantonale Aufsichtsbehörde vorschreibt (Art. 14 BGFA), die verschiedenen Disziplinarmaßnahmen abschliessend aufzählt (Art. 17 BGFA) und diesbezüglich einige Verfahrensvorschriften setzt (u.a. Art. 18, 19 und 20 BGFA).

Schliesslich regelt das neue Bundesgesetz auch die Freizügigkeit, innerhalb der Schweiz, der Anwälte aus Mitgliedstaaten der Europäischen Union. In Anwendung des

am 21. Juni 1999 zwischen der Eidgenossenschaft und der Europäischen Union sowie deren Mitgliedstaaten abgeschlossenen Abkommens über den freien Personenverkehr hat der Bundesgesetzgeber die Bestimmungen aus den massgebenden Richtlinien der Europäischen Union in das Anwaltsgesetz übernommen. Diese Richtlinien betreffen den freien Dienstleistungsverkehr (vgl. Richtlinie 77/249/EG; Art. 21 bis 26 BGFA), die ständige Ausübung des Anwaltsberufes durch Anwälte aus Mitgliedstaaten der EU unter ihrer ursprünglichen Berufsbezeichnung (vgl. Richtlinie 98/5/EG; Art. 27 bis 29 BGFA) und schliesslich die Eintragung der Anwälte aus Mitgliedstaaten der Europäischen Union im kantonalen Register (vollständige «Gleichsetzung» der EU-Anwälte mit den Schweizer Anwälten, unter bestimmten Bedingungen) (vgl. Richtlinie 98/5/EG; Art. 30 bis 33 BGFA).

**3.** Das Anwaltsgesetz – welches gleichzeitig mit dem Freizügigkeitsabkommen über den Personenverkehr in Kraft treten könnte (vgl. Art. 37 BGFA) – setzt eine Totalrevision des Freiburger Gesetzes vom 10. Mai 1977 über den Anwaltsberuf voraus (AnwG; SGF 137.1). Diese Revision betrifft vor allem die Angleichung der kantonalen Bestimmungen an jene des Bundesgesetzes. Bei dieser Gelegenheit sollen auch Bestimmungen geändert werden, die an und für sich nicht vom Bundesgesetz betroffen sind, für welche sich jedoch aufgrund der Praxis und der gemachten Erfahrungen eine Anpassung aufdrängt.

**4.** Mit Beschluss vom 16. Oktober 2000 hat der Staatsrat eine Expertenkommission eingesetzt mit dem Auftrag, die Revision der kantonalen Gesetzgebung über den Anwaltsberuf vorzubereiten. Diese aus Vertretern des Freiburger Anwaltsverbandes, des Vereins Freiburger Anwaltspraktikanten, der Justizbehörden und der kantonalen Verwaltung zusammengesetzte Kommission hat zwischen November 2000 und Februar 2001 mehrmals getagt. Verschiedene Kontakte wurden mit den zuständigen Behörden anderer (vor allem französischsprachiger) Kantone geknüpft.

Der aus den Arbeiten der Expertenkommission hervorgegangene Vorentwurf des Gesetzes über den Anwaltsberuf (nachstehend: Vorentwurf; VE) wurde durch die Justizdirektion bei den politischen Parteien und den anderen betroffenen Organen in Vernehmlassung gegeben. Er wurde positiv empfangen und die dabei formulierten Vorschläge wurden, wo dies als angezeigt erachtet wurde, in den definitiven Entwurf integriert. Das zum Vorentwurf ebenfalls vernommene Bundesamt für Justiz hat seinerseits Bemerkungen formuliert, insbesondere bezüglich der Verwendung des Titels «Anwalt», der Benennung des kantonalen Registers und der Möglichkeit für die Kantone, die Tätigkeit der Angehörigen von Nicht-EU-Staaten zu regeln.

**5.** In der Wintersession 2001 haben die Eidgenössischen Räte einen Bundesbeschluss zur Genehmigung des Abkommens vom 21. Juni 2001 zur Änderung des Übereinkommens vom 4. Januar 1960 der Europäischen Freihandelsassoziation (EFTA), sowie ein Bundesgesetz bezüglich der Bestimmungen über die Personenfreizügigkeit im Abkommen vom 21. Juni 2001 verabschiedet. Gemäss diesem Abkommen sollen für Angehörige der EFTA-Staaten dieselben Regeln gelten wie jene, die aufgrund des mit der EU abgeschlossenen Freizügigkeitsabkommens für EU-Bürger Anwendung finden, namentlich was den freien Personenverkehr betrifft. Somit werden auf die Anwälte der EFTA-Staaten (Norwegen, Island

und Liechtenstein) dieselben, aus den massgebenden Richtlinien abgeleiteten Regeln angewandt wie auf die Anwälte aus EU-Staaten.

Der vorliegende Entwurf trägt dieser neuesten Entwicklung Rechnung (Art. 9).

## **1.2 Einige Schwerpunkte**

### **1.2.1 Die zuständigen Behörden**

**a)** Das Gesetz vom 10. Mai 1977 vertraut die Kompetenzen und Aufgaben vor allem dem Justizdepartement (Entscheidkompetenzen und administrative Aufgaben) und dem Kantonsgericht (Disziplinarrecht) an. Das Kantons- und das Verwaltungsgericht sind zuständig, um einem auswärtigen Anwalt in einem bestimmten Fall die Erlaubnis zu erteilen, eine Partei vor Gericht zu vertreten. Eine spezielle Kommission, die Prüfungskommission für die Anwaltskandidaten, nimmt die Prüfungen der Anwaltspraktikanten ab.

Der Entwurf ändert dieses System, indem er mit der Anwaltskommission eine einheitliche Aufsichtsbehörde errichtet. Dieser Kommission obliegen einerseits die der Aufsichtsbehörde vom Bundesrecht zugeteilten Aufgaben und Zuständigkeiten (Eintrag und Löschung im Anwaltsregister; Aussprechen von Disziplinar massnahmen...) und andererseits verschiedene Aufgaben, die das Anwaltspraktikum betreffen. Sie übernimmt einige Aufgaben, die bisher dem Justizdepartement oblagen und wird neu an Stelle des Kantonsgerichts zuständig für das gesamte Disziplinarrecht. Sie ist im übrigen zuständig für alle Entscheide betreffend Vertretungsbewilligung in spezifischen Fällen, welche bisher dem Kantons- und dem Verwaltungsgericht vorbehalten waren.

Die Anwaltskommission soll sich hauptsächlich aus Anwälten und Justizbeamten zusammensetzen, die vom Staatsrat auf Vorschlag des Anwaltsverbandes und des Kantonsgerichts ernannt werden. Es können auch weitere Personen, namentlich Universitätsdozenten, in die Kommission gewählt werden.

**b)** Der Entwurf überträgt dem Dienst für Justiz (neue Bezeichnung des Justizdepartementes) die Führung des Freiburger Anwaltsregisters, der Liste der zur Ausübung zugelassenen Anwälte aus Mitgliedstaaten der EU und des Registers der Anwaltspraktikanten. Des weitern soll der Dienst für Justiz die von der Anwalts- und der Prüfungskommission gefällten Entscheide und Massnahmen vorbereiten und vollziehen. Im Gegensatz zum geltenden Recht soll der Dienst für Justiz keine Kompetenzen mehr im Zusammenhang mit der Erteilung des Anwaltspatentes und der Praktikumbewilligung besitzen; diese Kompetenzen würden neu der Anwaltskommission übertragen.

Die Anwaltskommission wird gewisse Aufgaben einem seiner Mitglieder oder dem Dienst für Justiz abtreten können. Diese Abtretung betrifft jedoch bloss administrative oder vorbereitende Aufgaben; die Entscheidkompetenz verbleibt bei der Anwaltskommission.

### **1.2.2 Das kantonale Register der Anwälte und die Liste der Anwälte aus EU- und EFTA-Staaten**

Gestützt auf das Bundesrecht muss der Kanton ein Anwaltsregister führen, in dem alle auf dem Kantonsgebiet über eine Geschäftsadresse verfügenden Anwälte eingetragen werden (Art. 5 Abs. 1 BGFA). In das Register werden Personen eingetragen, die ihre Dienste



öffentlich unter der Verwendung des Anwaltstitels anbieten (Art. 2 Abs. 1 des Entwurfs). Um in das Register eingetragen zu werden, muss der Anwalt ein Gesuch stellen und gewisse persönliche Voraussetzungen erfüllen (Art. 6 und 8 Abs. 1 BGFA). Weiter muss ebenfalls ein «Register» der im Kanton dauerhaft unter ihrer ursprünglichen Berufsbezeichnung tätigen Anwälte aus Mitgliedstaaten der EU oder der EFTA geführt werden (die Liste der Anwälte aus EU- oder EFTA-Staaten; vgl. Art. 28 BGFA). Um dem Öffentlichkeitsprinzip Rechnung zu tragen, wird durch den Entwurf ferner ein Register der Anwaltspraktikanten geschaffen.

Es ist vorgesehen, dass die Eintragungen und Löschungen im Register und in der Liste von der Anwaltskommission beschlossen werden. Das Justizdepartement besitzt diesbezüglich bloss eine vollziehende Aufgabe.

### 1.2.3 Die Stellung der Anwälte aus Nicht-EU-Staaten

a) Die Situation der Anwälte aus Staaten, die weder der EU noch der EFTA angehören, wird im bundesrechtlichen System des freien Personenverkehrs nicht geregelt. Nach geltendem Recht ist der Status dieser Anwälte für den Kanton Freiburg durch Art. 9bis des Gesetzes über den Anwaltsberuf geregelt, jedoch bloss bezüglich der Vertretung vor Gericht in einem bestimmten Fall (Spezialfall der «freien Dienstleistung»).

Diese Sachlage ruft die Frage nach der Anwendung des Allgemeinen Abkommens über den Dienstleistungsverkehr («General Agreement on Trade in Services; GATS») hervor (vgl. hierzu die Botschaft des Bundesrates vom 28. April 1999 zum Bundesgesetz über die Freizügigkeit der Anwältinnen und Anwälte, Sonderdruck, S. 60-63). Da zwischen der Eidgenossenschaft und den Mitgliedstaaten der WTO keine Abkommen bestehen, scheint ein Anwalt aus einem nicht der EU oder der EFTA angehörenden Staat an sich nicht berechtigt zu sein, in der Schweiz die Vertretung einer Partei vor Gericht zu übernehmen. Die einfache Rechtsberatung im internationalen Recht und im Heimatrecht ist jedoch gewährleistet, wenn eine Aufenthalts- oder Niederlassungs- sowie eine Arbeitsbewilligung besteht (vgl. für Rechtsberater die Liste der spezifischen Verpflichtungen vom 15. April 1994; Ziff. II. 1.a). Da aber der Bund anscheinend darauf verzichtet hat, diesen Anwälten einen allgemeinen freien Zugang zu den Gerichten zu erteilen, bleibt es den Kantonen vorbehalten, diese Situationen zu regeln (vgl. im kantonalen Recht, wie bereits ausgeführt, Art. 9bis Gesetz über den Anwaltsberuf), jedoch anscheinend ohne interkantonale Wirkung.

b) Der Entwurf sieht für diese Anwälte eine besondere Regelung vor, falls sie nur als Anbieter von Dienstleistungen (Art. 15 Abs. 2 und 3 des Entwurfs). In Anlehnung an die gegenwärtige Praxis kann die zuständige Behörde (in casu die Anwaltskommission) diese Personen ermächtigen, ihre Dienstleistung in einem bestimmten Fall zu erbringen. Der Entwurf sieht in diesen Fällen vor, die Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Anwälte aus EU oder EFTA-Staaten analog anzuwenden.

Hervorzuheben ist weiter, dass der Entwurf darauf verzichtet, die Berufsausübung von im Kanton niedergelassenen Anwälten aus Nicht-EU- oder Nicht-EFTA-Staaten zu regeln. Eine solche Öffnung wäre vielleicht geboten gewesen; können sich doch die betroffenen Personen eigentlich auf die bundesrechtliche Wirtschaftsfreiheit berufen. Obwohl das Bundesamt für Justiz in seiner Stellungnahme angegeben hat, ein Kanton könne die Ausübung auf seinem Hoheitsgebiet durch solche Anwälte

erlauben und obwohl in der Vernehmlassung keinerlei Einwände einer solchen Öffnung gegenüber geltend gemacht wurden, verzichtet der Entwurf darauf, diese Situationen zu regeln. Kein französischsprachiger Kanton hat eine solche Möglichkeit vorgesehen, und es ist davon auszugehen, dass ein solcher Anwalt, der im Kanton Freiburg eine Erlaubnis erhalten hat, gestützt auf das eidgenössische Binnenmarktgesetz oder das GATS in einem anderen Kanton eine Erlaubnis beantragen – und erhalten – könnte. Eine solche Lösung wäre indes nicht zu empfehlen, würde so doch anderen Kantonen eine Lösung aufgezwungen, welche einzig der Kanton Freiburg gewählt hätte.

### 1.2.4 Das Disziplinarverfahren

a) Das geltende Gesetz über den Anwaltsberuf regelt das gesamte Disziplinarrecht für die im Kanton zur Berufsausübung zugelassenen Anwälte. Neu regelt das Bundesrecht abschliessend die eigentlichen Berufsregeln (Art. 12 und 13 BGFA), die Disziplinarmaßnahmen (Art. 17 BGFA), sowie die disziplinarische Verjährung (Art. 19 BGFA). Gewisse Verfahrensvorschriften sind ebenfalls im Bundesrecht festgelegt (vgl. die in den Artikeln 15, 16, 18 Abs. 2, 26 und 29 BGFA vorgesehenen Melde- und Informationspflichten).

b) Der Entwurf legt einige ergänzende Vorschriften für die der Disziplinaufsicht der Anwaltskommission unterstehenden Anwälte und Anwaltspraktikanten fest. Er vereinfacht die im geltenden Recht enthaltenen Bestimmungen, regelt jedoch einige Einzelfragen, wie jene der Information der Öffentlichkeit und der Behörden im Falle eines vorsorglichen, dauernden oder befristeten Berufsausübungsverbotes (vgl. Art. 35 des Entwurfs). Ferner wird die Möglichkeit eingeführt, zum vornherein als unzulässig oder unbegründet erscheinende Anzeigen nicht weiter zu verfolgen (vgl. Art. 32 des Entwurfs).

### 1.2.5 Der Titel «Anwalt» und gleichwertige Titel

Das eidgenössische Anwaltsgesetz enthält keine Bestimmung über den Titel des Anwaltes oder gleichwertige Titel. Es stellt lediglich sicher, dass jeder Betroffene seinen ursprünglichen Titel (z. B. «Fürsprecher») oder einen gleichwertigen Titel des Kantons, in welchem er eingetragen ist, verwenden darf (vgl. Art. 11 Abs. 1 BGFA). Das Bundesrecht regelt ausserdem implizit den Titel, den ein vor Gericht tätiger Anwalt tragen muss, indem es vorschreibt, dass im Geschäftsverkehr der Eintrag in einem kantonalen Register anzugeben ist (vgl. Art. 11 Abs. 2 BGFA).

Wie bisher obliegt es somit den Kantonen, den Schutz des Anwaltstitels zu gewährleisten bzw. dafür zu sorgen, dass das Vertrauen des Publikums in jene Personen, die unter Verwendung des Anwaltstitels ihre Dienste öffentlich anbieten, geschützt wird. Der Entwurf trägt diesem Aspekt dadurch Rechnung, dass er – wie das geltende Gesetz – die unberechtigte Verwendung des Anwaltstitels unter Strafdrohung stellt (Art. 37 des Entwurfs).

### 1.2.6 Anwaltspraktikum und Anwaltsprüfung

a) Der Entwurf passt die geltenden Bestimmungen betreffend Anwaltspraktikum und Anwaltsprüfung an. Das Bundesrecht behält diese Materie ausdrücklich den Kantonen vor, setzt jedoch gewisse minimale Voraussetzungen für die Erteilung des Anwaltspatentes fest (vgl. Art. 7 Abs. 1 BGFA).

b) Der Entwurf legt nun auf Gesetzesstufe die Voraussetzungen für die Praktikumsbewilligung fest (zurzeit: Art. 1 Abs. 2 des Reglements vom 13. Dezember 1977 über die Praktika und die Examen für den Anwaltsberuf und das Notariat, SGF 137.12) (vgl. Art. 17 des Entwurfs). Er verzichtet auf die Vorlage eines Leumundszeugnisses und übernimmt die im Bundesgesetz vorgesehenen persönlichen Voraussetzungen für die Eintragung ins Anwaltsregister (vgl. Art. 17 litt. c des Entwurfs). Er verzichtet im übrigen darauf, eine Regelung für die Zulassung ausländischer Kandidaten vorzusehen.

Nach heutiger Regelung beträgt die Praktikumsdauer 24 Monate. Neu soll die Dauer des Praktikums auf 18 Monate reduziert werden, wovon mindestens 12 Monate in einer Anwaltskanzlei absolviert werden müssen.

### 1.3 Auswirkungen des Entwurfs

1. Der vorliegende Entwurf führt zum Teil bundesrechtliche Bestimmungen aus, welche ihrerseits von den Richtlinien der Europäischen Union übernommen wurden. Insofern stimmt er mit dem Recht der Europäischen Union, das im Abkommen über den freien Personenverkehr und im Europäischen Freihandelsabkommen übernommen wurde, überein.

2. Der Entwurf ändert nichts an der Aufgabenteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden, da für die Ausführungsgesetzgebung über den Anwaltsberuf ausschliesslich der Kanton zuständig ist.

3. Der Entwurf sollte keine gewichtigen finanziellen Konsequenzen für den Staat nach sich ziehen. Die Kosten für die Schaffung der Anwaltskommission, welche teilweise die Aufgaben des Kantonsgerichts und des Justizdepartements übernehmen wird, sind derzeit noch schwer abzuschätzen. Diese Kosten werden vor allem aus die Entschädigungen für die Mitglieder, die ordentlicherweise zu dritt und in Disziplinarangelegenheiten zu fünftagen, umfassen. Durch die – bereits existierende – Prüfungskommission sollten keine Mehrkosten entstehen. Demgegenüber wird der Dienst für Justiz mit zusätzlichen Aufgaben betraut werden, sei dies durch das neue Gesetz (Einführung und Führung des Registers, Veröffentlichungen, Vollzug der Entscheide...), sei es durch Delegation der Anwaltskommission, so dass die Schaffung einer zusätzlichen halben Stelle unumgänglich ist.

## 2. KURZKOMMENTAR DER BESTIMMUNGEN

### 2.1 1. KAPITEL: Allgemeine Bestimmungen

#### Art. 1 *Gegenstand*

Dieser Artikel umschreibt den Gegenstand des Gesetzes. Dieses regelt die Anwendung des eidgenössischen Anwaltsgesetzes und auch gewisse, den Kantonen belassene Gebiete wie das Praktikum und die Anwaltsprüfung. Der Entwurf enthält auch einige Bestimmungen über das Anwaltshonorar, welche grösstenteils vom geltenden Gesetz übernommen wurden.

#### Art. 2 *Geltungsbereich*

Dem neuen Gesetz sollen diejenigen Personen unterstellt werden, die unter Verwendung des Anwaltstitels öffentlich ihre Dienste anbieten. Wie das geltende Gesetz beschränkt es sich also – im Gegensatz zum Bundesgesetz – nicht darauf, die Situation der Anwälte zu regeln, die Parteien vor den Gerichtsbehörden vertreten, sondern es gilt auch für jene Anwälte, die als selbstständig Erwerbe-

nde reine Beratungstätigkeiten ausüben. Hingegen verzichtet der Entwurf darauf, die Tätigkeit jener Personen zu regeln, die als Inhaber eines Anwaltspatentes eine unselbstständige Tätigkeit im Dienste eines Arbeitgebers (Verwaltung oder Privatwirtschaft) ausüben. Nicht geregelt ist selbstverständlich auch die Tätigkeit der Personen, die als selbstständig Erwerbende Rechtsberatungen anbieten, ohne jedoch im Besitz eines Anwaltspatentes zu sein. Artikel 2 Abs. 2 des Entwurfs verweist betreffend den Umfang des Monopols auf die Spezialgesetzgebung. Der Entwurf passt, wo nötig, die verschiedenen Bestimmungen dieser Gesetze an (vgl. Art. 43 des Entwurfs).

### 2.2 2. KAPITEL: Vollzugsorgane

#### Art. 3 *Im Allgemeinen*

Artikel 3 zählt die Ausführungsorgane auf. Während die Anwaltskommission ein neues Ausführungsorgan darstellt, besteht die Prüfungskommission bereits unter heutigem Recht (Art. 15 AnwG und Art. 15 ff. des Reglements vom 13. Dezember 1977 über die Praktika und die Examen für den Anwaltsberuf und das Notariat). Die Organisation und die Tätigkeit der Kommissionen werden vom Staatsrat geregelt (vgl. Abs. 4). Hingegen wird es Aufgabe der Anwaltskommission sein, die in Art. 5 Abs. 3 des Entwurfs vorgesehene Kompetenzdelegation präzise zu bestimmen.

Es bleibt anzumerken, dass die Kommissionsmitglieder dem Gesetz vom 22. September 1982 betreffend die Dauer der öffentlichen Nebenämter (SGF 122.8.2) unterstellt sind.

#### Art. 4 *Zusammensetzung der Anwaltskommission*

Dieser Artikel bestimmt die Zusammensetzung der Anwaltskommission (10 Mitglieder und vier Ersatzmitglieder), indem präzise festgelegt wird, wer dem Staatsrat eine minimale Anzahl von Kandidaten (6 Personen) vorschlagen kann (vgl. Art. 4 Abs. 1 des Entwurfs). Die vom Kantonsgericht vorgeschlagenen Personen müssen als Magistraten einer Gerichtsbehörde angehören.

Es versteht sich von selbst, dass bei der Wahl der Kandidaten die Zweisprachigkeit des Kantons angemessen berücksichtigt werden muss.

Artikel 4 Abs. 2 des Entwurfs bestimmt die Zusammensetzung der Kommission, wenn diese tagt. Im übrigen wird es dem Plenum obliegen, die interne Organisation der Kommission zu regeln, das heisst auch, aufgrund der Disponibilitäten, der Anzahl und der Herkunft der Mitglieder zu bestimmen, welche von ihnen an den Sitzungen mit dreiköpfiger Besetzung (ordentliche Angelegenheiten) tagen werden, und welche in der fünfköpfigen Besetzung (Disziplinarangelegenheiten) zum Zuge kommen werden. Dieses System erlaubt eine gewisse Anpassungsfähigkeit, namentlich was die Ersatzmitglieder betrifft.

#### Art. 5 *Befugnisse der Anwaltskommission*

Die Anwaltskommission besitzt als Aufsichtsbehörde viele Befugnisse und Aufgaben; es wird denn auch eine allgemeine Kompetenznorm zu ihren Gunsten aufgestellt. Sie kann die Instruktion und die Vorbereitung der Akten einem ihrer Mitglieder oder dem Dienst für Justiz abtreten (vgl. Art. 5 Abs. 3 des Entwurfs).

#### Art. 6 *Zusammensetzung der Prüfungskommission*

Der Entwurf übernimmt die Zusammensetzung der heutigen Prüfungskommission (vgl. Art. 15 Abs. 3 AnwG), ausser dass auf die Anwesenheit des Justizdirektors als Präsident verzichtet wird (diese Regel wird bereits heute

in der Praxis nicht mehr beachtet). Wie im geltenden Recht ist vorgesehen, dass die Kommission zu fünf tagt, darunter im Prinzip mindestens zwei eingetragene Anwälte. Neu ist weiter vorgesehen, dass die Mehrheit der Mitglieder Inhaber eines Anwaltpatents sein müssen; in der Praxis werden es, wie bereits heute, vor allem Richter oder Universitätsprofessoren sein.

#### **Art. 7 Befugnisse der Prüfungskommission**

Der Entwurf formuliert in allgemeiner Weise die Befugnisse und Aufgaben der Prüfungskommission. In Anwendung des Bundesrechts wird die Prüfungskommission den Inhalt der in den Artikeln 30 ff. BGFA vorgesehenen Eignungsprüfungen festlegen müssen, ebenso wie die Gespräche zur Prüfung der beruflichen Fähigkeiten für die Anwälte aus Mitgliedstaaten der EU oder der EFTA. In der Praxis hat sich erwiesen, dass die Eignungsprüfungen sehr selten sind und das Verfahren gemäss Art. 30 Abs. 1 litt. b BGFA von den Anwälten bevorzugt wird.

#### **Art. 8 Dienst für Justiz**

Wie bereits ausgeführt, verliert der Dienst für Justiz seine Entscheidungskompetenz. Es behält nur noch Sekretariats- und Vollzugsaufgaben, insbesondere bezüglich der Verwaltung des kantonalen Registers und der Liste der ausländischen Anwälte (Eintragung, Löschung, Einsichtnahme, Mitteilungen, Informationen, Veröffentlichungen...). Die Anwaltskommission wird ihm gewisse Aufgaben abtreten können (vgl. Art. 5 Abs. 3 des Entwurfs). Der Entwurf hindert die Kommissionen nicht daran, falls notwendig Ad-hoc-Sekretäre einzustellen.

### **2.3 3. KAPITEL: Register und Liste**

#### **Art. 9 Allgemeines**

Das kantonale Register der Anwälte (Register) und die Liste der EU- oder EFTA-Anwälte (Liste) sind die einzigen Register, die der Kanton von Bundesgesetz wegen führen muss. Die darin eingetragenen Daten werden für die Anwälte mit Schweizer Bürgerrecht vom Bundesrecht bestimmt (vgl. Art. 5 Abs. 2 BGFA). Der Entwurf legt die persönlichen Daten fest, die in die Liste der ausländischen Anwälte eingetragen werden müssen (Angehörige von EU- und EFTA-Staaten), da das Bundesrecht diesbezüglich nichts enthält (vgl. Art. 28 BGFA). Zurzeit ist nicht vorgesehen, die in Artikel 15 des Entwurfs erwähnten Anwälte in eine formelle Liste aufzunehmen, doch kann die zuständige Behörde selbstverständlich eine Kartei dieser Anwälte führen.

Das Register und die Liste werden mittels Aktenheften geführt, die u.a. die Bescheinigungen und Dokumente beinhalten. Das Register kann auch als elektronische Datenbank geführt werden, was die Einsichtnahme erleichtern kann (vgl. Art. 13 des Entwurfs).

#### **Art. 10 Verfahren**

Das eidgenössische Anwaltsgesetz enthält einige Verfahrensfragen, hauptsächlich betreffend die Eintragungen im kantonalen Register und gewisse einzureichende Unterlagen (Kopie des Anwaltpatentes, Art. 5 Abs. 2 litt. b BGFA und verschiedene Bescheinigungen, Art. 5 Abs. 2 litt. c BGFA). Es hält auch fest, dass das Verfahren einfach und rasch sein muss (vgl. Art. 34 Abs. 2 BGFA). Diesbezüglich sollte Art. 8 Abs. 2 der Richtlinie 89/48/EWG anwendbar sein: ab Einreichung des gesamten Dossiers durch den Betroffenen sollte das Gesuch innerhalb einer Frist von vier Monaten behandelt sein. Gemäss dem Entwurf unterliegt es dem Staatsrat, die

übrigen Verfahrensregeln aufzustellen. Im geltenden Recht ist dafür bereits der Staatsrat zuständig (vgl. Beschluss vom 13. Dezember 1977 betreffend das Anwaltpatent; SGF 137.13).

Der Staatsrat wird festlegen müssen, welche Bescheinigungen der Gesuchsteller einzureichen hat für die Überprüfung der in den Artikeln 7 und 8 BGFA festgelegten Voraussetzungen (z.B. Hochschuldiplom, Anwaltpatent, Bestätigung der Vormundschaftsbehörde, Auszug aus dem Strafregister, Bestätigung des Betreibungsamtes usw.). Diese Bescheinigungen dürfen nicht älter als drei Monate sein (vgl. Art. 6 Ziff. 3 der Richtlinie 89/48/EWG).

Die Eintragungen und Löschungen werden dem Freiburger Anwaltsverband mitgeteilt. Dieser verfügt gemäss Bundesrecht (vgl. Art. 6 Abs. 4 BGFA) über ein Beschwerderecht gegen die Eintragung.

#### **Art. 11 Auskunftspflicht**

Artikel 11 des Entwurfs verpflichtet die Zivil-, Straf- und Verwaltungsjustizbehörden, der Anwaltskommission über Tatsachen, welche die Löschung aus dem Register nach sich ziehen könnte, zu informieren. Diese Bestimmung bildet das Gegenstück zu Art. 15 Abs. 1 BGFA, welcher bei der Verletzung von Berufsregeln Anwendung findet.

Der Fall der Betreibungsämter ist separat geregelt (vgl. Abs. 2).

#### **Art. 12 Einsichtnahme**

Die Einsichtnahme in das Register wird durch die Bestimmungen des eidgenössischen Anwaltsgesetzes festgelegt (vgl. Art. 10 BGFA). Gemäss Artikel 12 Abs. 1 des Entwurfs ist diese Bestimmung für die Einsichtnahme in die Liste analog anwendbar, da sich das Bundesrecht diesbezüglich ausschweigt.

Ein on-line-Zugang in Form eines Abrufverfahrens kann für die in Artikel 10 BGFA aufgeführten Behörden bereitgestellt werden; dies entspricht dem Datenschutzrecht. Die Einsichtnahme durch Dritte (vgl. Art. 10 Abs. 2 BGFA), wenn auch auf gewisse Daten beschränkt, könnte auch über das Internet erfolgen, wie dies bereits jetzt der Fall ist.

#### **Art. 13 Veröffentlichungen**

Artikel 6 Abs. 3 BGFA verpflichtet die Kantone, die Eintragung im Register in einem amtlichen kantonalen Publikationsorgan zu veröffentlichen. Artikel 13 des Entwurfs regelt die Details dieses Grundsatzes und erweitert die Pflicht für die Eintragung in die Liste.

Im Gegensatz zum geltenden Recht verzichtet der Entwurf darauf, den Dienst für Justiz zu verpflichten, die Liste der zur Ausübung berechtigten Personen in den Gerichtskanzleien und -sälen anzuschlagen (vgl. Art. 5 AnwG). Die Information an Dritte ist durch die in den Artikeln 12 und 13 des Entwurfs vorgesehenen Massnahmen genügend gewährleistet. Wollte man das heutige System beibehalten, müsste man das Nachführen der Liste garantieren, was nur schwer möglich ist. Die Gerichtskanzleien können selbstverständlich den Interessenten die auf der Internet-Homepage des Dienstes für Justiz publizierte Liste der Anwälte mitteilen oder diese in den Wartesälen der Gerichte aufmachen.

#### **Art. 14 Verzicht; Korrektur der Eintragungen**

Artikel 14 befasst sich mit Fragen, die im Bundesrecht nicht geregelt sind. In der Tat scheint Artikel 9 BGFA nur die Löschung von Amtes durch die Behörde wegen zu betreffen.

## **2.4 4. KAPITEL: Anwältinnen und Anwälte aus Staaten, die nicht den EU oder EFTA angehören**

### **Art. 15**

Artikel 15 regelt die Stellung der Anwälte aus Staaten, die weder der EU noch der EFTA angehören, und die aufgrund des freien Dienstleistungsverkehrs in einem bestimmten Fall Parteien vor Gericht vertreten.

Wie das geltende kantonale Recht (Art. 9 bis AnwG) sieht der Entwurf vor, dass diese Anwälte im Kanton eine dem Monopol unterstehende Tätigkeit ausüben dürfen. Da es sich dabei um eine Tätigkeit im freien Dienstleistungsverkehr handelt, erklärt der Entwurf die Bestimmungen der Artikel 21 bis 26 BGFA für analog anwendbar (vgl. Art. 15 Abs. 2 des Entwurfs).

Diese Anwälte werden nicht in einem offiziellen Register eingetragen. Hingegen wird der Dienst für Justiz eine Liste führen, in welcher diese Anwälte eingetragen sind. Diese Liste wird neben den Namen und Berufsbezeichnungen der Personen auch die in Artikel 9 Abs. 3 des Entwurfs aufgeführten Daten enthalten können.

## **2.5 5. KAPITEL: Anwaltspatent**

### **Art. 16 Grundsätze**

Der Entwurf übernimmt hauptsächlich die in den heute geltenden Artikeln 10 bis 16 AnwG aufgestellten Grundsätze betreffend Praktikum und Anwaltsprüfung. In der deutschen Fassung des Entwurfs wurde die Bezeichnung dem Bundesrecht angepasst, indem die heute geltende Bezeichnung «Anwaltsbefähigungsausweis» durch «Anwaltspatent» ersetzt wurde.

Artikel 16 Abs. 2 des Entwurfs regelt nun auf Gesetzesstufe die Gültigkeitsdauer der Praktikumbewilligung, welche zurzeit noch im Reglement über die Praktika und die Examen für den Anwaltsberuf und das Notariat (vgl. Art. 3 Reglement) vorgesehen ist. Zurzeit auf drei Jahre festgelegt, wird die Gültigkeitsdauer auf fünf Jahre erhöht (vgl. Art. 16 Abs. 2, 2. Satz des Entwurfs). Nach Ablauf der Bewilligung kann das Anwaltspraktikum durch die Anwaltskommission verlängert werden.

### **Art. 17 Zulassung zum Praktikum**

Wie bereits erwähnt, regelt der Entwurf nun auf Gesetzesstufe die Voraussetzungen für die Praktikumbewilligung. In Anlehnung an das geltende Recht verzichtet der Entwurf auf das Erfordernis der Schweizer Bürgerschaft. Die Voraussetzungen hinsichtlich Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer müssen hingegen erfüllt sein.

In diesem Gebiet sollte eine gewisse Vereinheitlichung der Gesetzgebung, zumindest im Rahmen der französischsprachigen Kantone, angestrebt werden. Wie die Entwürfe anderer Kantone (vgl. VS und GE) verzichtet der vorliegende Entwurf auf die Voraussetzung des guten Leumundes (vgl. Art. 4 litt. c AnwG), obwohl eine solche Voraussetzung vom Ministerrat des Europarates empfohlen wird (vgl. Empfehlung (2000) 21 des Ministerrates des Europarates an die Mitgliedstaaten betreffend die freie Ausübung des Anwaltsberufes; Prinzip II Ziff. 2).

### **Art. 18 Praktikantenregister**

Der Entwurf sieht vor, dass ein Register der Praktikanten geführt wird. Zurzeit wird bloss eine Liste der Praktikanten geführt und veröffentlicht. Das Register wird die wichtigsten Daten zu diesen Personen enthalten; gewisse Bestimmungen des Entwurfs betreffend das Register der Anwälte werden analog angewandt werden.

### **Art. 19 Dauer des Praktikums**

Nach heutigem Recht beträgt die Gesamtdauer des Praktikums zwei Jahre (vgl. Art. 12 Abs. 1 AnwG). Der Entwurf sieht eine Reduktion der Praktikumsdauer auf 18 Monate vor. Damit kann eine angemessene Ausbildung weiterhin gewährleistet werden. Das Bundesrecht schreibt für das Anwaltspraktikum eine Mindestdauer von einem Jahr vor. Mehrere Kantone der Deutschschweiz haben sich offenbar für diese Mindestdauer entschieden (u.a. BS, SO, AI, UR). In den Westschweizer Kantonen und im Tessin hingegen soll das Praktikum auch in Zukunft zwei Jahre dauern. Die 18-monatige Praktikumsdauer, wie sie im Entwurf vorgeschlagen wird, entspricht der Lösung im künftigen Berner Anwaltsgesetz.

Die Reduktion der Praktikumsdauer zieht eine Anpassung der Bestimmung nach sich, wonach die zuständige Behörde die Dauer des Praktikums herabsetzen kann, wenn der Praktikant / die Praktikantin zuvor eine andere juristische Tätigkeit ausgeübt hat (vgl. Art. 19 Abs. 2 des Entwurfs).

### **Art. 20 Praktikumsleiter**

Der Entwurf übernimmt die Bedingungen von Artikel 13 Abs. 1 des geltenden Gesetzes, setzt jedoch die Mindestdauer, die der Praktikant in der Anwaltskanzlei des Praktikumsführers absolvieren muss, auf 12 Monate fest. Es handelt sich dabei um eine effektive Dauer in einem Vollzeitpensum. Wird eine Teilzeitausbildung genehmigt, so wird die Dauer des Praktikums entsprechend erhöht. In Absatz 2 des Artikels 20 erweitert der Entwurf die Möglichkeiten, einen Teil des Praktikums in einem anderen Umfeld zu absolvieren.

### **Art. 21 Stellung der Praktikantinnen und Praktikanten**

Artikel 21 des Entwurfs übernimmt die Bestimmungen von Artikel 14 AnwG. Der in Art. 21 Abs. 2 des Entwurfs enthaltene Verweis betrifft unter anderem die Bestimmungen über die Berufsregeln und das Disziplinarrecht. Als Neuheit sieht der Entwurf in Abs. 3 vor, den Freiburger Anwaltsverband und den Verein Freiburger Anwaltspraktikanten zu verpflichten, die Entlohnung der Praktikanten in einem Gesamtarbeitsvertrag zu regeln. In der Tat zeigt die Praxis, dass die finanziellen Aspekte des Vertrages zwischen den Parteien von einem Anwalt zum andern stark variiert, obwohl diesbezüglich Weisungen des Anwaltsverbandes bestehen. Bei Fehlen eines Gesamtarbeitsvertrages wird die Bezahlung durch einen vom Staatsrat erlassenen Normalarbeitsvertrag festgelegt werden. Der Freiburger Anwaltsverband lehnt die im Entwurf vorgesehene Lösung ab. Er vertritt die Ansicht, die Entlohnung der Praktikanten sei nicht durch das Gesetz über den Anwaltsberuf zu regeln, sondern soll weiterhin Gegenstand von Weisungen des Verbandes sein. Als Argument wird unter anderem vorgebracht, der materielle Inhalt der Reglementierung sei angesichts der besonderen Situation der Praktikanten nur schwer festzulegen; zudem wird die Befürchtung geäußert, mit dem neuen System würde die Anzahl der Praktikumsplätze verringert, da die Praktikumsleiter nur noch erfahrene Juristen einstellen würden.

### **Art. 22 Prüfung**

Der Entwurf übernimmt die in Artikel 15 Abs. 1 und 2 AnwG enthaltenen allgemeinen Regeln. Diese müssen durch den Staatsrat ergänzt werden (Art. 23 des Entwurfs).

Absatz 3 regelt das Vorgehen nach einem Scheitern der Prüfung; zur Zeit ist dieser Punkt noch im Reglement

über die Praktika und die Examen für den Anwaltsberuf und das Notariat geregelt ist.

### **Art. 23 Ergänzendes Recht**

Der Entwurf verzichtet darauf, gewisse reglementarische Zuständigkeiten der Anwalts- und der Prüfungskommission zu übertragen, wie zum Beispiel die Details der Ausgestaltung des Praktikums oder der Prüfungen. Diese Bestimmungen werden wie im bisherigen Recht durch den Staatsrat getroffen. Der Staatsrat könnte jedoch gewisse Aufgaben und Zuständigkeiten an die durch den Entwurf geschaffenen Kommissionen delegieren.

## **2.6 6. KAPITEL: Honorare**

### **Art. 24–30**

Der Entwurf übernimmt ohne Änderung alle Bestimmungen der Artikel 22 bis 27 AnwG. Wie es bereits in den Vorarbeiten zum AnwG vorgesehen war (vgl. BGC 1977, S. 148 ff), soll der Moderationshof für die Beurteilung des Honorars und der Auslagen des Anwaltes zuständig sein, und zwar sowohl für den Grundsatz als auch für den Betrag der dem Anwalt geschuldeten Vergütung, wie auch für die Widerklagen auf Schadenersatz. Die anderen, nicht geldwerten Streitigkeiten verbleiben wie bis anhin in der Zuständigkeit der ordentlichen Gerichte. Der Entwurf verzichtet darauf, andere Systeme einzuführen, wie zum Beispiel die Zuständigkeit der Anwaltskommission anstelle des Moderationshofes oder auch, wie vom Anwaltsverband verlangt, die Anwendung der ordentlichen privatrechtlichen Bestimmungen (Zuständigkeit gemäss Gerichtsorganisationsgesetz). Die Beibehaltung des jetzigen – nie in Frage gestellten Systems – rechtfertigt sich aus vielen Gründen. Das Verfahren ist einfach, beschleunigt und kostengünstig.

Der vorgeschlagene Artikel 30 des Entwurfs dehnt den Vorbehalt von Artikel 28 AnwG auf die Parteientschädigungen aus. Die Festsetzung und Anfechtung dieser Entschädigungen werden durch die Spezialgesetzgebung geregelt (vgl. Art. 241 StPO und Art. 137 bis 141 VRG).

## **2.7 7. KAPITEL: Disziplinarverfahren**

### **Art. 31 Grundsätze**

Da das Disziplinarrecht durch das eidgenössische Anwaltsgesetz geregelt wird, müssen die Bestimmungen der Artikel 29 bis 34 AnwG vollständig überdacht werden. Das Bundesrecht enthält ein Minimum an Verfahrensregeln und begnügt sich eigentlich damit, in gewissen Fällen eine Melde- und Informationspflicht vorzuschreiben (vgl. Art. 15, 16, 18 Abs. 2, 26 und 29 BGFA). Der Entwurf sieht in den Artikeln 31 ff zusätzliche Verfahrensvorschriften vor; im übrigen gilt das VRG.

### **Art. 32 Summarischer Entscheid**

Mit dem summarischen Verfahren sollen Anzeigen, die von vornherein als unzulässig oder unbegründet erscheinen, rasch behandelt werden können.

### **Art. 33 Rechtliches Gehör**

Artikel 33 Abs. 1 des Entwurfs sieht vor, dass die durch das Bundesrecht in Artikel 17 Abs. 3 BGFA vorgesehene Massnahme des vorsorglichen Berufsausübungsverbotes nur nach Anhörung des Betroffenen ausgesprochen werden kann. In der Regel muss der Betroffene mündlich angehört werden, es sei denn, dass aussergewöhnliche Umstände, wie etwa die grosse Entfernung, das Desinteresse oder das missbräuchliche Verhalten des Anwaltes eine schriftliche Anhörung zu rechtfertigen vermögen.

Mit Artikel 33 Abs. 2 des Entwurfs wird sichergestellt, dass dem Anwalt das rechtliche Gehör bereits in erster Instanz gewährt wird.

### **Art. 34 Kosten**

Die Verfahrenskosten werden gemäss dem vom Staatsrat zu erlassenden Tarif festgelegt (Art. 3 Abs. 4 des Entwurfs) (nach heutigem Recht beträgt die Gebühr zwischen 50 und 5000 Franken, vgl. Art. 1 Ziff. 28 des Tarifs über die Verwaltungsgebühren vom 9. Januar 1968). Die Person, die das Verfahren veranlasst hat (Anwalt oder Anzeiger) kann zur Tragung der Kosten verurteilt werden, auch wenn kein Urteil ausgesprochen wird (vgl. Art. 34 Abs. 2 des Entwurfs).

### **Art. 35 Veröffentlichung**

Das Bundesrecht enthält lediglich eine Bestimmung über die Veröffentlichung gewisser Disziplinarmassnahmen: Demgemäss müssen Berufsausübungsverbote (sowohl dauernde als auch befristete) den Aufsichtsbehörden aller Kantone mitgeteilt werden (vgl. Art. 18 Abs. 2 BGFA). Unabhängig davon sieht der Entwurf, um gewissen Entscheiden die nötige Publizität zu verleihen, die Veröffentlichung des Dispositivs eines dauernden Berufsausübungsverbotes im Amtsblatt vor; bei befristeten oder vorsorglichen Berufsausübungsverböten kann die Anwaltskommission fallweise entscheiden (vgl. Art. 35 Abs. 1, 2. Satz des Entwurfs).

Artikel 35 Abs. 2 erlaubt zudem die Veröffentlichung der durch andere Kantone ausgesprochenen Entscheide, falls sie der Anwaltskommission in Anwendung von Artikel 18 Abs. 2 BGFA mitgeteilt worden sind.

## **2.8 8. KAPITEL: Rechtsmittel**

### **Art. 36**

Artikel 36 des Entwurfs ruft in Erinnerung, dass die gestützt auf dieses Gesetz ergangenen Entscheide gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) angefochten werden können. Somit können zum Beispiel die von der Anwaltskommission oder der Prüfungskommission erlassenen Entscheide in Anwendung von Art. 114 Abs. 1 litt. A VRG vor dem Verwaltungsgericht angefochten werden.

## **2.9 9. KAPITEL: Strafbestimmungen**

### **Art. 37**

Artikel 37 setzt die Strafe für diejenigen Personen fest, welche Dienstleistungen öffentlich anbieten und dabei ohne Berechtigung den Titel «Anwalt» oder einen anderen durch die Anwaltsgesetzgebung geschützten Titel verwenden (Art. 11 BGFA)

## **2.10 10. KAPITEL: Schlussbestimmungen**

### **Art. 38 Übergangsbestimmungen betreffend provisorische Eintragung in das Register**

Artikel 36 BGFA regelt teilweise die rechtliche Situation der im Zeitpunkt des Inkrafttretens bereits über eine Berufsbewilligung verfügende Anwälte: diese Personen werden eingetragen, wenn sie im Kanton eine Ausübungsbewilligung in Anwendung von Artikel 196 Ziff. 5 BV erhalten können. Das Bundesrecht verlangt jedoch nicht eine automatische Eintragung. Der Entwurf entscheidet sich für das System einer «freiwilligen» Eintragung, vor allem weil man nicht annehmen kann, dass die ausserkantonalen Anwälte, die ein Freiburger Patent

besitzen, automatisch im Freiburger Anwaltsregister eingetragen werden wollen oder können. Es wird dem Justizdepartement obliegen, die Betroffenen rechtzeitig zu informieren (persönliche Kontaktnahme, Veröffentlichung im Amtsblatt...).

Was die Voraussetzungen der Eintragung betrifft, so bezieht sich Artikel 36 BGFA nur indirekt auf die Gültigkeit der durch andere Kantone ausgestellten Bewilligungen. Diese Bewilligungen müssen anerkannt werden, selbst wenn die vorangegangene Ausbildung weniger als ein Jahr betragen hat (vgl. Botschaft des Bundesrates vom 28 April 1999, ad Art. 33 des Entwurfes des Gesetzes, Sonderdruck, S. 58). Die persönlichen Voraussetzungen der Eintragung sind hingegen in Artikel 36 BGFA nicht geregelt. Auch wenn die Botschaft andeutet, dass diese Voraussetzungen nicht erneut geprüft werden sollten (vgl. auch die Rechtsprechung des Bundesgerichts zum BGBM), will der Entwurf eine solche Prüfung nicht ausschliessen. Diese kann sich als nötig erweisen, wenn das Bundesrecht Voraussetzungen vorschreibt, die im geltenden Recht nicht vorgesehen sind, wie den Abschluss einer Haftpflichtversicherung oder auch wenn die (wesentliche) Voraussetzung der Unabhängigkeit, dessen Umfang das Bundesrecht umschreibt (vgl. Art. 8 Abs. 1 litt. d und Art. 12 litt. b BGFA) zur Diskussion steht. Auch hier wird der Dienst für Justiz besorgt sein müssen, die Betroffenen rechtzeitig zu informieren (vgl. u.a. für die Anpassung der Haftpflichtversicherungspolizen).

**Art. 39 Übergangsbestimmungen betreffend die Praktikumbewilligung**

Dieser Artikel regelt die Situation der Anwaltspraktikanten, die bei Inkrafttreten des Gesetzes über eine Praktikumbewilligung verfügen. Diese Bewilligungen verlieren ihre Gültigkeit nicht; sie gelten jedoch gemäss den Bestimmungen des neuen Rechts weiter.

**Art. 40 Übergangsbestimmungen betreffend die Prüfungskommission**

Zurzeit sind die Mitglieder der Prüfungskommission bis Ende 2003 ernannt. Der Entwurf sieht vor, dass diese

Mitglieder, einschliesslich der Ersatzmitglieder, bis zum Amtsantritt der neuen Kommission im Amt bleiben.

**Art. 41 Übergangsbestimmungen betreffend Disziplinarverfahren**

Artikel 41 des Entwurfs regelt den Fall der bei Inkrafttreten des neuen Rechts noch hängigen Disziplinarverfahren. Solche Verfahren werden nach altem Recht beendet.

**Art. 42 Aufhebung bisherigen Rechts**

Das Gesetz vom 10. Mai 1977 über den Anwaltsberuf muss selbstverständlich aufgehoben werden. Das Reglement über die Praktika und die Examen für den Anwaltsberuf und das Notariat muss seinerseits angepasst werden.

**Art. 43 Änderung bisherigen Rechts**

Der Entwurf ändert, in einem Anhang, verschiedene Bestimmungen der Spezialgesetzgebung, die das Vertretungs- und Verbeiständungsmonopol vor Gericht regeln. Es handelt sich hauptsächlich um formelle Änderungen. Es erschien nicht notwendig, die geltenden Bestimmungen über das Monopol der Anwälte oder anderer Personen (z.B. Vertreter von Mieter- oder Eigentümervereinigungen, Hausverwalter) abzuändern, noch das Monopol auf andere Personen je nach Gebiet auszudehnen. Die im Vernehmlassungsverfahren vernommenen Organe haben keinen solchen Vorschlag gemacht.

**Art. 44 Vollzug und Inkrafttreten**

Vorgesehen ist, das Freiburger Gesetz gleichzeitig mit dem eidgenössischen Anwaltsgesetz in Kraft treten zu lassen. Dieses Datum hängt vom Inkrafttreten des Abkommens über den freien Personenverkehr vom 21. Juni 1999 ab.

Wir beantragen die Annahme dieses Gesetzentwurfes.

\_\_\_\_\_

**Loi**

*du*

**sur la profession d'avocat (LAv)**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu la loi fédérale du 23 juin 2000 sur la libre circulation des avocats (loi sur les avocats, LLCA);

Vu le message du Conseil d'Etat du 26 février 2002;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

**CHAPITRE PREMIER**

**Dispositions générales**

**Art. 1**   Objet

<sup>1</sup> La présente loi règle l'application du droit fédéral et international relatif à l'exercice de la profession d'avocat.

<sup>2</sup> Elle règle en outre le stage, l'examen en vue de l'obtention du brevet de capacité et les honoraires d'avocat.

**Art. 2**   Champ d'application

<sup>1</sup> La présente loi s'applique aux personnes qui offrent leurs services au public en leur qualité d'avocat.

<sup>2</sup> La législation spéciale détermine si et dans quelle mesure les personnes exerçant la profession d'avocat ont le monopole de l'assistance ou de la représentation des parties devant les autorités fribourgeoises.

**Gesetz**

*vom*

**über den Anwaltsberuf (AnwG)**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf das Bundesgesetz vom 23. Juni 2000 über die Freizügigkeit der Anwältinnen und Anwälte (Anwaltsgesetz, BGFA);

gestützt auf die Botschaft des Staatsrates vom 26. Februar 2002;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**1. KAPITEL**

**Allgemeine Bestimmungen**

**Art. 1**   Gegenstand

<sup>1</sup> Dieses Gesetz regelt die Anwendung des Bundesrechts und des internationalen Rechts in Bezug auf die Ausübung des Anwaltsberufes.

<sup>2</sup> Es regelt ferner das Anwaltspraktikum, die Prüfung zur Erlangung des Freiburger Anwaltspatentes sowie das Anwaltshonorar.

**Art. 2**   Geltungsbereich

<sup>1</sup> Dieses Gesetz gilt für die Personen, die öffentlich ihre Dienste als Anwältinnen oder Anwälte anbieten.

<sup>2</sup> Die Spezialgesetzgebung regelt, ob und inwieweit die den Anwaltsberuf ausübenden Personen ein Monopol für die Verbeiständung und Vertretung von Parteien vor den Freiburger Behörden besitzen.

## CHAPITRE II

### Organes d'application

#### Art. 3 En général

<sup>1</sup> Les organes d'application de la présente loi sont:

- a) la Commission du barreau;
- b) la Commission d'examen des candidats au barreau;
- c) le Service de la justice.

<sup>2</sup> Les membres des commissions et les membres suppléants sont nommés par le Conseil d'Etat.

<sup>3</sup> Les commissions sont rattachées administrativement à la Direction de la justice, de la police et des affaires militaires.

<sup>4</sup> Le Conseil d'Etat détermine l'organisation et le fonctionnement des commissions et fixe le tarif des émoluments.

#### Art. 4 Commission du barreau

##### a) Composition

<sup>1</sup> La Commission du barreau est composée de dix membres et de quatre membres suppléants. Elle comprend trois avocats ou avocates inscrits au registre proposés par l'Ordre des avocats fribourgeois, trois membres proposés par le Tribunal cantonal et le Tribunal administratif et trois autres membres. Elle est présidée par le Directeur ou la Directrice de la justice.

<sup>2</sup> La Commission du barreau siège d'ordinaire à trois membres, dont un avocat ou une avocate inscrit/e au registre; elle peut procéder par voie de circulation. En matière disciplinaire, elle siège à cinq membres, dont deux avocats ou avocates inscrits au registre. L'article 5 al. 3 relatif à la délégation de certaines tâches est réservé.

##### Art. 5 b) Attributions

<sup>1</sup> La Commission exerce la surveillance générale sur les personnes soumises à la présente loi.

## 2. KAPITEL

### Vollzugsorgane

#### Art. 3 Im Allgemeinen

<sup>1</sup> Die Vollzugsorgane dieses Gesetzes sind:

- a) die Anwaltskommission;
- b) die Prüfungskommission für die Anwaltskandidaten;
- c) der Dienst für Justiz.

<sup>2</sup> Die Mitglieder und die Ersatzmitglieder der Kommissionen werden vom Staatsrat ernannt.

<sup>3</sup> Die Kommissionen sind administrativ der Justiz-, Polizei- und Militärdirektion angegliedert.

<sup>4</sup> Der Staatsrat regelt die Organisation und die Tätigkeit der Kommissionen und erlässt einen Gebührentarif.

#### Art. 4 Anwaltskommission

##### a) Zusammensetzung

<sup>1</sup> Die Anwaltskommission setzt sich aus zehn Mitgliedern und vier Ersatzmitgliedern zusammen, darunter drei vom Freiburger Anwaltsverband vorgeschlagenen Mitgliedern, die im Register der Anwältinnen und Anwälte eingetragen sind, drei vom Kantonsgericht und vom Verwaltungsgericht vorgeschlagenen Mitgliedern sowie drei weiteren Mitgliedern. Sie wird von der Justizdirektorin oder vom Justizdirektor präsiert.

<sup>2</sup> Die Anwaltskommission tagt ordentlicherweise mit drei Mitgliedern, wovon ein Mitglied im Register der Anwältinnen und Anwälte eingetragen sein muss; sie kann auf dem Zirkulationsweg entscheiden. In Disziplinarsachen tagt sie mit fünf Mitgliedern, wovon zwei Mitglieder im Register der Anwältinnen und Anwälte eingetragen sein müssen. Der Artikel 5 Abs. 3 betreffend Übertragung gewisser Aufgaben bleibt vorbehalten.

##### Art. 5 b) Befugnisse

<sup>1</sup> Die Kommission übt die Oberaufsicht über die diesem Gesetz unterstellten Personen aus.



<sup>2</sup> Elle a en outre les attributions suivantes:

- a) elle décide des inscriptions et des radiations;
- b) elle décide de l'admission à pratiquer des ressortissants d'Etats non membres de l'Union européenne (UE) ou de l'Association européenne de libre-échange (AELE);
- c) elle exerce le pouvoir disciplinaire;
- d) elle statue sur les demandes de levée du secret professionnel;
- e) elle exerce, en matière de stages, les compétences qui lui sont dévolues par la présente loi;
- f) elle édicte les directives nécessaires;
- g) elle exerce toutes les autres attributions qui lui sont dévolues par la présente loi ainsi que celles qui ne sont pas dévolues à une autre autorité par la législation sur la profession d'avocat.

<sup>3</sup> Elle peut déléguer à l'un de ses membres ou au Service de la justice l'instruction et la préparation des décisions ainsi que les communications prévues par la loi fédérale sur les avocats.

**Art. 6** Commission d'examen des candidats au barreau  
a) Composition

<sup>1</sup> La Commission d'examen des candidats au barreau (ci-après: la Commission d'examen) est composée de quinze membres et de six membres suppléants. La majorité des membres doit être titulaire du brevet d'avocat.

<sup>2</sup> La Commission d'examen siège à cinq membres, dont au moins deux avocats ou avocates inscrits au registre.

**Art. 7** b) Attributions

La Commission d'examen organise les examens des personnes candidates au barreau ainsi que les épreuves d'aptitude et les entretiens de vérification prévus par la loi fédérale sur les avocats.

<sup>2</sup> Sie hat zudem folgende Befugnisse:

- a) Sie entscheidet über die Eintragungen und Streichungen.
- b) Sie entscheidet über die Zulassung zur Berufsausübung von Anwältinnen und Anwälten aus Staaten, die nicht der Europäischen Union (EU) oder der Europäischen Freihandelsassoziation (EFTA) angehören.
- c) Sie übt die Disziplinargewalt aus.
- d) Sie entscheidet über die Gesuche um Befreiung vom Berufsgeheimnis.
- e) Sie übt im Bereich des Praktikums jene Aufgaben aus, die ihr durch dieses Gesetz übertragen werden.
- f) Sie erlässt die notwendigen Weisungen.
- g) Sie übt alle weiteren Befugnisse aus, die ihr durch dieses Gesetz übertragen werden oder die nicht durch die Gesetzgebung über den Anwaltsberuf einer anderen Behörde übertragen sind.

<sup>3</sup> Sie kann die Instruktion und die Vorbereitung der Entscheide sowie die vom Anwaltsgesetz des Bundes vorgesehenen Mitteilungen einem ihrer Mitglieder oder dem Dienst für Justiz übertragen.

**Art. 6** Prüfungskommission  
a) Zusammensetzung

<sup>1</sup> Die Prüfungskommission für die Anwaltskandidatinnen und -kandidaten (die Prüfungskommission) setzt sich aus fünfzehn Mitgliedern und sechs Ersatzmitgliedern zusammen. Die Mehrheit der Mitglieder muss im Besitze des Anwaltspatentes sein.

<sup>2</sup> Die Prüfungskommission tagt mit fünf Mitgliedern, darunter mindestens zwei im Register eingetragenen Anwältinnen und Anwälten.

**Art. 7** b) Befugnisse

Die Prüfungskommission organisiert die Anwaltsprüfungen sowie die vom Anwaltsgesetz des Bundes vorgesehenen Eignungsprüfungen und Gespräche zur Prüfung der beruflichen Fähigkeiten.

## **Art. 8** Service de la justice

<sup>1</sup> Le Service de la justice prépare et exécute les décisions prises par la Commission du barreau et par la Commission d'examen, et assure leur secrétariat.

<sup>2</sup> En particulier, il exerce les attributions suivantes:

- a) il procède aux inscriptions, annotations et radiations;
- b) il fait publier les inscriptions et les radiations;
- c) il assure la consultation des inscriptions.

## **CHAPITRE III**

### **Registre et tableau**

#### **Art. 9** Généralités

<sup>1</sup> Le registre cantonal des avocats et avocates (ci-après: le registre) et le tableau des avocats et avocates des Etats membres de l'UE et de l'AELE autorisés à pratiquer (ci-après: le tableau) sont tenus par le Service de la justice.

<sup>2</sup> Les données inscrites au registre sont déterminées par la loi fédérale sur les avocats.

<sup>3</sup> Le tableau contient les nom, prénom, adresses et titres professionnels des personnes concernées ainsi que la mention des organisations professionnelles dont ces personnes relèvent ou de la juridiction auprès de laquelle elles sont habilitées à exercer.

<sup>4</sup> Le registre et le tableau peuvent être tenus sous la forme de fichiers informatisés.

#### **Art. 10** Procédure

Le Conseil d'Etat précise la procédure et indique les documents qui doivent être fournis à l'appui d'une requête d'inscription. Les attestations ne doivent pas dater de plus de trois mois.

## **Art. 8** Dienst für Justiz

<sup>1</sup> Der Dienst für Justiz bereitet die Entscheide der Anwaltskommission und der Prüfungskommission vor und führt sie aus. Er führt das Sekretariat dieser Kommissionen.

<sup>2</sup> Er hat insbesondere folgende Befugnisse:

- a) Er nimmt die Eintragungen, Anmerkungen und Streichungen vor.
- b) Er veranlasst die Veröffentlichung der Eintragungen und Streichungen.
- c) Er sorgt für die Einsichtnahme in die Eintragungen.

## **3. KAPITEL**

### **Register und Liste**

#### **Art. 9** Allgemeines

<sup>1</sup> Das kantonale Register der Anwältinnen und Anwälte (das Register) sowie die Liste der zur Ausübung zugelassenen Anwältinnen und Anwälte aus Mitgliedstaaten der EU und der EFTA (die Liste) werden vom Dienst für Justiz geführt.

<sup>2</sup> Die im Register einzutragenden Daten sind im Anwaltsgesetz des Bundes geregelt.

<sup>3</sup> Die Liste enthält die Namen, Vornamen, Adressen und Berufsbezeichnungen der Betroffenen sowie die Angabe der Berufsorganisationen, denen sie angehören, oder der Gerichte, bei denen sie ihre Tätigkeit ausüben dürfen.

<sup>4</sup> Das Register und die Liste können in Form von elektronischen Daten geführt werden.

#### **Art. 10** Verfahren

Der Staatsrat regelt das Verfahren und legt die einem Eintragungsgesuch beizulegenden Dokumente fest. Die Bescheinigungen dürfen nicht älter als drei Monate sein.

#### **Art. 11** Obligation d'informer

<sup>1</sup> Les autorités judiciaires civiles ou pénales ainsi que les autorités de la juridiction administrative annoncent sans retard à la Commission du barreau les faits susceptibles d'entraîner la radiation du registre.

<sup>2</sup> Les offices des poursuites communiquent sans retard à la Commission du barreau copie des actes de défaut de biens provisoires ou définitifs dont fait l'objet une personne qui exerce la profession d'avocat.

#### **Art. 12** Consultation des données

<sup>1</sup> La consultation des données contenues dans le registre a lieu conformément aux dispositions de la loi fédérale sur les avocats. Ces dispositions s'appliquent par analogie à la consultation du tableau.

<sup>2</sup> L'accès des autorités judiciaires et des autorités de surveillance au registre et au tableau peut être accordé au moyen d'une procédure d'appel.

<sup>3</sup> La législation sur la protection des données s'applique pour le surplus.

#### **Art. 13** Publications

<sup>1</sup> Les inscriptions et les radiations sont publiées dans la *Feuille officielle* aux frais de la personne concernée.

<sup>2</sup> La publication de l'interdiction de pratiquer et du retrait provisoire est régie par l'article 35.

#### **Art. 14** Renonciation; rectification de données

<sup>1</sup> La personne inscrite au registre et au tableau peut en tout temps requérir la radiation de son inscription.

<sup>2</sup> Elle peut en tout temps requérir la rectification des données qui la concernent, conformément à la législation sur la protection des données.

#### **Art. 11** Auskunftspflicht

<sup>1</sup> Die Zivil-, Straf- und Verwaltungsjustizbehörden teilen der Anwaltskommission unverzüglich alle Tatsachen mit, die die Löschung aus dem Register nach sich ziehen könnten.

<sup>2</sup> Die Betreibungsämter teilen der Anwaltskommission unverzüglich Kopien der provisorischen und definitiven Verlustscheine mit, die gegen eine den Anwaltsberuf ausübende Person ausgestellt wurden.

#### **Art. 12** Einsichtnahme

<sup>1</sup> Die Einsicht in das Register erfolgt nach den Bestimmungen des Anwaltsgesetzes des Bundes. Diese Vorschriften gelten sinngemäss für die Einsicht in die Liste.

<sup>2</sup> Der Zugang der Justiz- und Aufsichtsbehörden zum Register und zur Liste kann im Rahmen eines elektronischen Abrufverfahrens gewährleistet werden.

<sup>3</sup> Im Übrigen gilt die Gesetzgebung über den Datenschutz.

#### **Art. 13** Veröffentlichungen

<sup>1</sup> Die Eintragungen und Streichungen werden im Amtsblatt auf Kosten der betroffenen Person veröffentlicht.

<sup>2</sup> Die Veröffentlichung des dauernden, befristeten und des vorsorglich angeordneten Berufsausübungsverbotes richtet sich nach Artikel 35.

#### **Art. 14** Verzicht; Korrektur der Eintragungen

<sup>1</sup> Die im Register oder in der Liste eingetragene Person kann jederzeit beantragen, dass ihre Eintragung gestrichen wird.

<sup>2</sup> Sie kann aufgrund der Gesetzgebung über den Datenschutz jederzeit verlangen, dass die sie betreffenden Daten korrigiert werden.

## CHAPITRE IV

### Avocats ressortissants d'Etats non membres de l'UE ou de l'AELE

#### Art. 15

<sup>1</sup> Les avocats ressortissants d'Etats non membres de l'UE ou de l'AELE peuvent être autorisés à assister et à représenter une partie devant les autorités fribourgeoises pour une cause déterminée.

<sup>2</sup> La personne concernée doit établir sa qualité d'avocat en produisant une attestation de son inscription auprès de l'autorité compétente de l'Etat de provenance; cette attestation ne doit pas dater de plus de trois mois. Les dispositions de la loi fédérale sur les avocats concernant la prestation de services par des avocats des Etats membres de l'UE ou de l'AELE s'appliquent par analogie.

## CHAPITRE V

### Brevet de capacité d'avocat

#### Art. 16 Principes

<sup>1</sup> Pour obtenir le brevet de capacité d'avocat, la personne concernée doit accomplir un stage et réussir un examen.

<sup>2</sup> L'admission au stage fait l'objet d'une autorisation délivrée par la Commission du barreau. L'autorisation est valable cinq ans; elle peut être prolongée sur requête motivée.

#### Art. 17 Admission au stage

Pour être admise au stage, la personne concernée doit:

- a) être au bénéfice d'un engagement auprès d'un maître de stage;
- b) avoir effectué des études de droit sanctionnées soit par une licence délivrée par une université suisse, soit par un diplôme équivalent délivré par une université de l'un des Etats qui ont conclu avec la Suisse un accord de reconnaissance mutuelle des diplômes;

## 4. KAPITEL

### Anwältinnen und Anwälte aus Staaten, die nicht der EU oder der EFTA angehören

#### Art. 15

<sup>1</sup> Anwältinnen und Anwälte aus Staaten, die nicht der EU oder der EFTA angehören, können ermächtigt werden, für einen bestimmten Fall eine Partei vor den Freiburger Behörden zu verbeiständen und zu vertreten.

<sup>2</sup> Die betreffende Person muss ihre Eigenschaft als Anwältin oder Anwalt mit einer Bescheinigung der Eintragung bei der zuständigen Stelle des Herkunftsstaates nachweisen. Diese Bescheinigung darf nicht älter als drei Monate sein. Die Bestimmungen des Anwaltsgesetzes des Bundes über die Ausübung des Anwaltsberufs im freien Dienstleistungsverkehr durch Anwälte aus Mitgliedstaaten der EU und der EFTA gelten sinngemäss.

## 5. KAPITEL

### Anwaltspatent

#### Art. 16 Grundsätze

<sup>1</sup> Wer das Anwaltspatent erlangen will, muss ein Praktikum absolvieren und eine Prüfung bestehen.

<sup>2</sup> Die Zulassung zum Praktikum erfolgt durch eine von der Anwaltskommission erteilte Bewilligung. Die Bewilligung ist fünf Jahre gültig; sie kann auf begründetes Gesuch hin verlängert werden.

#### Art. 17 Zulassung zum Praktikum

Um zum Praktikum zugelassen zu werden, muss die betreffende Person:

- a) über eine Anstellung bei einer Praktikumsleiterin oder einem Praktikumsleiter verfügen;
- b) ein juristisches Studium absolviert haben, das mit einem Lizentiat einer schweizerischen Hochschule abgeschlossen wurde bzw. mit einem gleichwertigen Hochschuldiplom eines Staates, der mit der Schweiz die gegenseitige Anerkennung der Diplome vereinbart hat;

c) répondre aux conditions prévues à l'article 8 al. 1 let. a à c de la loi fédérale sur les avocats.

#### **Art. 18**     Registre des stagiaires

<sup>1</sup> Le Service de la justice tient le registre des stagiaires.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat détermine les données contenues dans le registre et les personnes habilitées à le consulter.

<sup>3</sup> Les dispositions des articles 12, 13 et 14 s'appliquent par analogie à la consultation du registre, à la publication des données qui y figurent ainsi qu'à la renonciation et à la rectification des données.

#### **Art. 19**     Durée du stage

<sup>1</sup> La durée minimale du stage est de dix-huit mois.

<sup>2</sup> Toutefois, la Commission du barreau peut réduire cette durée de six mois au plus pour la personne qui a exercé une activité juridique utile à la formation d'avocat.

#### **Art. 20**     Maître de stage

<sup>1</sup> Le stage est fait pendant une durée effective de douze mois au moins dans l'étude d'une personne inscrite au registre fribourgeois.

<sup>2</sup> L'autre partie du stage peut être accomplie auprès d'une autorité judiciaire ou du Ministère public. La Commission du barreau peut prévoir que cette partie du stage peut également être accomplie dans le service juridique d'autres autorités ou de sociétés établies dans le canton ou, encore, auprès d'avocats ou avocates ou d'autorités judiciaires d'autres cantons ou de la Confédération.

<sup>3</sup> Le maître de stage prend soin de la formation de ses stagiaires.

#### **Art. 21**     Statut des stagiaires

<sup>1</sup> Les stagiaires exercent leur activité sous la direction et la responsabilité du maître de stage.

<sup>2</sup> Les règles relatives aux avocats s'appliquent par analogie aux stagiaires.

c) die in Artikel 8 Abs. 1 Bst. a–c BGFA aufgeführten Voraussetzungen erfüllen.

#### **Art. 18**     Praktikantenregister

<sup>1</sup> Der Dienst für Justiz führt das Praktikantenregister.

<sup>2</sup> Der Staatsrat bestimmt die im Register enthaltenen Daten und bezeichnet die zur Einsicht befugten Personen.

<sup>3</sup> Die Bestimmungen der Artikel 12, 13 und 14 gelten sinngemäss für die Einsichtnahme in das Register und für die Veröffentlichung der darin enthaltenen Daten sowie für den Verzicht auf die Eintragung und für die Korrektur der Daten.

#### **Art. 19**     Dauer des Praktikums

<sup>1</sup> Die Mindestdauer des Praktikums beträgt 18 Monate.

<sup>2</sup> Hat jemand eine der Anwaltsausbildung dienliche juristische Tätigkeit ausgeübt, so kann die Anwaltskommission diese Dauer um höchstens 6 Monate herabsetzen.

#### **Art. 20**     Praktikumsleiter

<sup>1</sup> Das Praktikum ist während mindestens 12 Monaten in der Kanzlei einer im Freiburger Register eingetragenen Person zu absolvieren.

<sup>2</sup> Der übrige Teil des Praktikums kann bei einer Gerichtsbehörde oder bei der Staatsanwaltschaft geleistet werden. Die Anwaltskommission kann vorsehen, dass dieser Teil des Praktikums ebenfalls bei Rechtsdiensten anderer Behörden oder im Kanton ansässiger Gesellschaften oder auch bei Anwältinnen und Anwälten oder Justizbehörden anderer Kantone oder des Bundes absolviert werden kann.

<sup>3</sup> Die Praktikumsleiterinnen und -leiter sorgen für die Ausbildung ihrer Praktikantinnen und Praktikanten.

#### **Art. 21**     Stellung der Praktikantinnen und Praktikanten

<sup>1</sup> Die Praktikantinnen und Praktikanten üben ihre Tätigkeit unter der Leitung und Verantwortung von Praktikumsleiterinnen und -leitern aus.

<sup>2</sup> Die Bestimmungen über die Anwältinnen und Anwälte gelten sinngemäss für die Praktikantinnen und Praktikanten.

<sup>3</sup> La rétribution des stagiaires est régie par une convention collective passée entre l'Ordre des avocats fribourgeois et l'Association des avocats stagiaires; celle-ci fixe notamment des minima en fonction de l'avancement de la formation. A défaut, la rétribution des stagiaires est fixée par un contrat type arrêté par le Conseil d'Etat.

#### **Art. 22** Examen

<sup>1</sup> L'examen a pour but d'établir si la personne concernée possède les connaissances et les aptitudes nécessaires à l'exercice de la profession d'avocat.

<sup>2</sup> L'examen porte sur les branches principales du droit et sur la législation relative aux avocats. Il comprend des épreuves écrites et des épreuves orales.

<sup>3</sup> Après un troisième échec, la personne concernée n'est plus admise à se présenter aux épreuves.

#### **Art. 23** Droit complémentaire

Le Conseil d'Etat règle les modalités du stage et de l'examen et fixe le tarif des émoluments.

### **CHAPITRE VI**

#### **Honoraires**

##### *1. Rapports entre avocats et clients*

#### **Art. 24** Droit matériel

<sup>1</sup> Les prétentions pécuniaires des avocats envers leurs clients relèvent du droit privé.

<sup>2</sup> Les honoraires sont calculés compte tenu notamment du travail accompli, de l'importance et de la difficulté de la cause.

<sup>3</sup> Die Praktikantinnen und Praktikanten werden nach einem zwischen dem Freiburger Anwaltsverband und dem Verein Freiburger Anwaltspraktikanten abgeschlossenen Gesamtarbeitsvertrag entlohnt; dieser Vertrag legt namentlich Minimalbeträge fest, die dem Ausbildungsstand Rechnung tragen. Falls kein Gesamtarbeitsvertrag zustande kommt, setzt der Staatsrat die Entlohnung in einem Normalarbeitsvertrag fest.

#### **Art. 22** Prüfung

<sup>1</sup> Die Prüfung soll Aufschluss darüber geben, ob die betroffene Person die zur Ausübung des Anwaltsberufs erforderlichen Kenntnisse und Fähigkeiten besitzt.

<sup>2</sup> Die Prüfung erstreckt sich auf die Hauptgebiete des Rechts und auf die Anwaltsgesetzgebung. Sie umfasst einen schriftlichen und einen mündlichen Teil.

<sup>3</sup> Nach einem dritten Fehlversuch wird die betroffene Person nicht mehr zur Prüfung zugelassen

#### **Art. 23** Ergänzendes Recht

Der Staatsrat regelt die Modalitäten des Praktikums und der Prüfung und erlässt den Gebührentarif.

### **6. KAPITEL**

#### **Honorare**

##### *1. Verhältnis zwischen den Anwältinnen und Anwälten und den Klientinnen und Klienten*

#### **Art. 24** Materielles Recht

<sup>1</sup> Die Honorarforderungen der Anwältin oder des Anwaltes gegenüber seiner Klientin oder seinem Klienten unterstehen dem Privatrecht.

<sup>2</sup> Das Honorar bemisst sich namentlich nach dem Arbeitsaufwand sowie nach der Bedeutung und Schwierigkeit der Angelegenheit.

#### **Art. 25** Juridiction

<sup>1</sup> Les contestations relatives aux honoraires et débours ressortissent au juge unique, au président de l'autorité judiciaire ou à la section du Tribunal cantonal qui a connu de la cause.

<sup>2</sup> Les contestations relatives à des affaires portées devant une autorité de la juridiction administrative cantonale ressortissent au Tribunal administratif.

<sup>3</sup> Si une contestation concerne une affaire qui n'a pas été portée devant une autorité juridictionnelle, elle ressortit à la Cour de modération du Tribunal cantonal.

#### **Art. 26** Procédure

<sup>1</sup> La procédure applicable à ces contestations est régie par les articles 382 et suivants du code de procédure civile.

<sup>2</sup> Toutefois, lorsque seul le montant des honoraires et débours est contesté, des débats n'ont lieu que si l'une des parties le requiert.

#### **Art. 27** Recours

<sup>1</sup> Les jugements rendus par le juge unique ou le président de l'autorité judiciaire visés à l'article 25 al. 1 peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la Cour de modération.

<sup>2</sup> L'article 390 du code de procédure civile est applicable.

#### **Art. 28** Force exécutoire

<sup>1</sup> Les jugements rendus selon les dispositions qui précèdent ont force exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite.

<sup>2</sup> L'article 135 du code de procédure civile est réservé.

#### **Art. 29** Arbitrage

L'avocat et son client ne peuvent convenir d'avance de soumettre à l'arbitrage les contestations relatives aux honoraires et débours.

#### **Art. 25** Gerichtsbarkeit

<sup>1</sup> Streitigkeiten über Honorar und Auslagen fallen in die Zuständigkeit der Einzelrichterin oder des Einzelrichters oder der Präsidentin oder des Präsidenten der Gerichtsbehörde oder der Abteilung des Kantonsgerichtes, die oder der in der Sache entschieden hat.

<sup>2</sup> Handelt es sich um Angelegenheiten, die einer kantonalen Verwaltungsjustizbehörde unterbreitet wurden, so ist das Verwaltungsgericht für die Streitigkeit zuständig.

<sup>3</sup> Bei Angelegenheiten, die nicht vor eine Justizbehörde gebracht wurden, fällt die Streitigkeit in die Zuständigkeit des Moderationshofes des Kantonsgerichts.

#### **Art. 26** Verfahren

<sup>1</sup> Das auf diese Streitigkeiten anwendbare Verfahren richtet sich nach den Artikeln 382 ff. der Zivilprozessordnung.

<sup>2</sup> Ist jedoch allein der Betrag des Honorars und der Auslagen streitig, so findet eine Verhandlung nur auf Verlangen einer Partei statt.

#### **Art. 27** Beschwerde

<sup>1</sup> Gegen die Urteile einer Einzelrichterin, eines Einzelrichters, einer Präsidentin oder eines Präsidenten nach Artikel 25 Abs. 1 kann beim Moderationshof Beschwerde erhoben werden.

<sup>2</sup> Der Artikel 390 der Zivilprozessordnung ist anwendbar.

#### **Art. 28** Vollstreckbarkeit

<sup>1</sup> Die gemäss den vorstehenden Bestimmungen gefällten Urteile sind vollstreckbar im Sinne von Artikel 80 des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs.

<sup>2</sup> Der Artikel 135 der Zivilprozessordnung bleibt vorbehalten.

#### **Art. 29** Schiedsgerichtsbarkeit

Im Voraus getroffene Vereinbarungen, wonach Streitigkeiten über Honorar und Auslagen einem Schiedsgericht zur Beurteilung unterbreitet werden müssen, sind nicht zulässig.

## 2. Rapports avec la partie adverse

### Art. 30

<sup>1</sup> Les honoraires et débours qui peuvent être réclamés à titre de dépens sont fixés conformément à un tarif arrêté par le Conseil d'Etat. Ce tarif règle également la procédure en cas de contestation.

<sup>2</sup> Les indemnités accordées par les autorités de la juridiction pénale et administrative sont fixées conformément aux dispositions de la législation spéciale. Celle-ci règle également la procédure en cas de contestation.

## CHAPITRE VII

### Procédure disciplinaire

#### Art. 31 Principes

<sup>1</sup> La Commission du barreau intervient d'office ou sur dénonciation.

<sup>2</sup> La procédure disciplinaire est régie par la loi fédérale sur les avocats, par les règles du présent chapitre et par le code de procédure et de juridiction administrative.

#### Art. 32 Décision sommaire

<sup>1</sup> La Commission du barreau peut classer les dénonciations qui apparaissent d'emblée irrecevables ou manifestement mal fondées.

<sup>2</sup> La décision de classement est sommairement motivée.

#### Art. 33 Droit d'être entendu

<sup>1</sup> Sauf circonstances particulières, la Commission du barreau entend oralement la personne concernée avant de prononcer le retrait provisoire de l'autorisation de pratiquer.

## 2. Verhältnis zur Gegenpartei

### Art. 30

<sup>1</sup> Das Honorar und die Auslagen, die die Anwältin oder der Anwalt als Parteikosten einfordern kann, werden gemäss einem vom Staatsrat erlassenen Tarif festgesetzt. Dieser Tarif regelt auch das Verfahren im Falle einer Bestreitung.

<sup>2</sup> Die von den Straf- und Verwaltungsjustizbehörden zugesprochenen Entschädigungen werden gemäss der Spezialgesetzgebung festgesetzt. Diese regelt auch das Verfahren im Falle einer Bestreitung.

## 7. KAPITEL

### Disziplinarverfahren

#### Art. 31 Grundsätze

<sup>1</sup> Die Anwaltskommission wird von Amtes wegen oder auf Anzeige hin tätig.

<sup>2</sup> Das Disziplinarverfahren richtet sich nach dem Anwaltsgesetz des Bundes, den Bestimmungen dieses Kapitels sowie dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege.

#### Art. 32 Summarischer Entscheid

<sup>1</sup> Erscheint eine Anzeige zum vornherein als unzulässig oder offensichtlich unbegründet, so kann die Anwaltskommission auf die Weiterverfolgung verzichten.

<sup>2</sup> Der Entscheid über die Nichtweiterverfolgung wird summarisch begründet.

#### Art. 33 Rechtliches Gehör

<sup>1</sup> Die Anwaltskommission hört die betroffene Person persönlich an, bevor sie ein vorsorgliches Berufsausübungsverbot ausspricht; vorbehalten sind aussergewöhnliche Umstände.



<sup>2</sup> Si elle envisage de prononcer une interdiction définitive ou temporaire de pratiquer, elle impartit à la personne concernée un délai pour déposer un mémoire justificatif et demander un complément d'instruction.

#### **Art. 34** Frais

<sup>1</sup> Les frais de la procédure disciplinaire, comprenant l'émolument et les débours, sont mis à la charge de la personne qui fait l'objet du prononcé.

<sup>2</sup> Si la procédure est close sans mesure, la personne dénoncée ou la personne dénonciatrice qui, par un comportement irréfléchi, répréhensible ou incorrect, a donné lieu à la procédure peut être condamnée à payer tout ou partie des frais.

#### **Art. 35** Publication

<sup>1</sup> L'interdiction définitive de pratiquer est publiée dans la *Feuille officielle*. La Commission du barreau peut publier le retrait provisoire ou l'interdiction temporaire de pratiquer.

<sup>2</sup> L'interdiction temporaire ou définitive de pratiquer communiquée à la Commission du barreau par les autorités de surveillance d'autres cantons est publiée selon les mêmes modalités.

### **CHAPITRE VIII**

#### **Voies de droit**

#### **Art. 36**

Les décisions prises en application de la présente loi sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

<sup>2</sup> Falls sie beabsichtigt, ein dauerndes oder befristetes Berufsausübungsverbot auszusprechen, setzt sie der betroffenen Person eine Frist, um eine Stellungnahme einzureichen und eine zusätzliche Untersuchung zu beantragen.

#### **Art. 34** Kosten

<sup>1</sup> Die Kosten des Disziplinarverfahrens, bestehend aus einer Gebühr und den Auslagen, gehen zu Lasten der vom Entscheid betroffenen Person.

<sup>2</sup> Wird das Verfahren ohne Aussprechung einer Massnahme abgeschlossen, so kann die betroffene Person oder die anzeigende Person, die das Verfahren durch ihr leichtfertiges, verwerfliches oder unkorrektes Verhalten veranlasst hat, ganz oder teilweise zur Tragung der Kosten verurteilt werden.

#### **Art. 35** Veröffentlichung

<sup>1</sup> Das dauernde Berufsausübungsverbot wird im Amtsblatt veröffentlicht. Die Anwaltskommission kann das vorsorglich angeordnete oder das befristete Berufsausübungsverbot veröffentlichen.

<sup>2</sup> Das von den Aufsichtsbehörden anderer Kantone der Anwaltskommission mitgeteilte befristete oder dauernde Berufsausübungsverbot wird nach denselben Modalitäten veröffentlicht.

### **8. KAPITEL**

#### **Rechtsmittel**

#### **Art. 36**

Die in Anwendung dieses Gesetzes getroffenen Entscheide können mit Beschwerde gemäss dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege angefochten werden.

## CHAPITRE IX

### Dispositions pénales

#### Art. 37

<sup>1</sup> La personne qui, sans droit, offre ses services au public en se prévalant du titre d'avocat ou d'un autre titre protégé par la législation sur les avocats est punie d'arrêts ou d'amende.

<sup>2</sup> Le juge peut ordonner la publication du jugement.

<sup>3</sup> Les dispositions de la loi d'application du code pénal s'appliquent pour le surplus. La poursuite et le jugement ont lieu conformément au code de procédure pénale.

## CHAPITRE X

### Dispositions finales

#### Art. 38 Dispositions transitoires

##### a) Inscription provisoire au registre

<sup>1</sup> Les titulaires de patentes fribourgeoises délivrées aux conditions de l'ancien droit qui désirent être inscrits au registre doivent en faire la requête dans le délai de deux mois dès la date d'entrée en vigueur de la loi.

<sup>2</sup> Ils peuvent continuer à pratiquer jusqu'à droit connu sur leur requête et sont inscrits provisoirement.

#### Art. 39 b) Autorisation de stage

<sup>1</sup> Les autorisations de stage délivrées sous l'empire de l'ancien droit demeurent valables à l'entrée en vigueur de la loi.

<sup>2</sup> Les dispositions du nouveau droit s'appliquent pour le surplus.

#### Art. 40 c) Commission d'examen

Les membres et les membres suppléants de l'actuelle Commission d'examen des candidats au barreau restent en fonction jusqu'à l'entrée en fonction de la nouvelle commission. Le cas échéant, ils peuvent encore fonctionner jusqu'au terme d'une session d'examen en cours.

## 9. KAPITEL

### Strafbestimmungen

#### Art. 37

<sup>1</sup> Die Person, die ohne entsprechende Ermächtigung ihre Dienste unter Verwendung des Anwaltstitels oder eines anderen, durch die Anwaltsgesetzgebung geschützten Titels öffentlich anbietet, wird mit Haft oder Busse bestraft.

<sup>2</sup> Das Gericht kann die Veröffentlichung des Urteils anordnen.

<sup>3</sup> Im Übrigen gelten die Bestimmungen des Einführungsgesetzes zum Strafgesetzbuch. Die Verfolgung und die Beurteilung werden durch die Strafprozessordnung geregelt.

## 10. KAPITEL

### Schlussbestimmungen

#### Art. 38 Übergangsbestimmungen

##### a) Provisorische Eintragung in das Register

<sup>1</sup> Die Inhaberinnen und Inhaber eines nach altem Recht erteilten Freiburger Patentes, die im Register eingetragen werden möchten, müssen innerhalb von zwei Monaten ab Inkrafttreten dieses Gesetzes ein Gesuch einreichen.

<sup>2</sup> Sie können ihre Tätigkeit bis zum Entscheid über ihr Gesuch weiterhin ausüben und werden provisorisch eingetragen.

#### Art. 39 b) Praktikumsbewilligung

<sup>1</sup> Die nach altem Recht erteilten Praktikumbewilligungen behalten bei Inkrafttreten des Gesetzes ihre Gültigkeit.

<sup>2</sup> Im Übrigen gelten die Bestimmungen des neuen Rechts.

#### Art. 40 c) Prüfungskommission

Die Mitglieder und die Ersatzmitglieder der gegenwärtigen Prüfungskommission bleiben bis zum Amtsantritt der neuen Kommission im Amt. Sie können ihr Amt gegebenenfalls noch bis zum Ende einer laufenden Prüfungssession ausüben.

**Art. 41** d) Procédures disciplinaires

Les procédures disciplinaires pendantes à l'entrée en vigueur de la présente loi restent soumises aux dispositions de l'ancien droit.

**Art. 42** Abrogation

La loi du 10 mai 1977 sur la profession d'avocat (RSF 137.1) est abrogée.

**Art. 43** Modifications

Les lois suivantes sont modifiées selon les dispositions figurant dans l'annexe, qui fait partie intégrante de la présente loi:

1. loi du 22 novembre 1972 sur la juridiction des prud'hommes (RSF 132.1);
2. loi du 18 mai 1989 instituant le tribunal des baux (RSF 132.2);
3. loi du 4 octobre 1999 sur l'assistance judiciaire (RSF 136.1);
4. code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (RSF 150.1);
5. loi du 26 novembre 1998 concernant la privation de liberté à des fins d'assistance (RSF 212.5.5);
6. loi du 28 février 1986 sur le registre foncier (RSF 214.5.1);
7. loi du 9 mai 1996 d'application relative au bail à loyer et au bail à ferme non agricole (RSF 222.3.1);
8. code du 28 avril 1953 de procédure civile (RSF 270.1);
9. loi du 7 mai 1965 sur la lutte contre l'alcoolisme (RSF 821.44.1);
10. loi du 22 novembre 1989 instituant une procédure simple et rapide en matière de protection des consommateurs et de concurrence déloyale (RSF 944.2).

**Art. 41** d) Disziplinarverfahren

Die bei Inkrafttreten des neuen Rechts hängigen Disziplinarverfahren unterliegen weiterhin dem alten Recht.

**Art. 42** Aufhebung bisherigen Rechts

Das Gesetz vom 10. Mai 1977 über den Anwaltsberuf (SGF 137.1) wird aufgehoben.

**Art. 43** Änderung bisherigen Rechts

Folgende Gesetze werden gemäss dem Anhang, der Bestandteil dieses Gesetzes ist, geändert:

1. Gesetz vom 22. November 1972 über die Gewerbegerichtsbarkeit (SGF 132.1);
2. Gesetz vom 18. Mai 1989 über die Mietgerichtsbarkeit (MGG) (SGF 132.2);
3. Gesetz vom 4. Oktober 1999 über die unentgeltliche Rechtspflege (SGF 136.1);
4. Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) (SGF 150.1);
5. Gesetz vom 26. November 1998 über die fürsorgliche Freiheitsentziehung (SGF 212.5.5);
6. Gesetz vom 28. Februar 1986 über das Grundbuch (SGF 214.5.1);
7. Ausführungsgesetz vom 9. Mai 1996 über den Mietvertrag und den nichtlandwirtschaftlichen Pachtvertrag (MPVG) (SGF 222.3.1);
8. Zivilprozessordnung vom 28. April 1953 (SGF 270.1);
9. Gesetz vom 7. Mai 1965 über den Kampf gegen den Alkoholmissbrauch (SGF 821.44.1);
10. Gesetz vom 22. November 1989 über die Einführung eines einfachen und raschen Verfahrens im Bereich des Konsumentenschutzes und des unlauteren Wettbewerbs (SGF 944.2).

**Art. 44** Exécution et entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi, dont il fixe la date d'entrée en vigueur.

---

**ANNEXE**

**Modifications de lois**

---

Les lois mentionnées à l'article 43 sont modifiées comme il suit:

1. *Loi du 22 novembre 1972 sur la juridiction des prud'hommes (RSF 132.1):*

**Art. 36 al. 2**

<sup>2</sup> Seules les personnes autorisées à exercer la profession d'avocat peuvent représenter ou assister une partie.

2. *Loi du 18 mai 1989 instituant le tribunal des baux (RSF 132.2):*

**Art. 31 al. 2**

<sup>2</sup> Les parties peuvent se faire assister ou représenter par une personne autorisée à exercer la profession d'avocat.

3. *Loi du 4 octobre 1999 sur l'assistance judiciaire (RSF 136.1):*

**Art. 3a (nouveau)** Défenseur d'office

Le défenseur d'office est désigné d'ordinaire parmi les avocats inscrits au registre ou au tableau fribourgeois. Si les circonstances l'exigent, une personne inscrite au registre d'un autre canton peut être désignée.

**Art. 44** Vollzug und Inkrafttreten

Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Gesetzes beauftragt. Er setzt das Datum des Inkrafttretens fest.

---

**ANHANG**

**Änderung von Gesetzen**

---

Die in Artikel 43 aufgeführten Gesetze werden wie folgt geändert:

1. *Gesetz vom 22. November 1972 über die Gewerbegerichtsbarkeit (SGF 132.1):*

**Art. 36 Abs. 2**

<sup>2</sup> Einzig die zur Ausübung des Anwaltsberufes zugelassenen Personen können eine Partei vertreten oder verbeiständen.

2. *Gesetz vom 18. Mai 1989 über die Mietgerichtsbarkeit (MGG) (SGF 132.2):*

**Art. 31 Abs. 2**

<sup>2</sup> Die Parteien können sich durch eine zur Ausübung des Anwaltsberufes zugelassene Person verbeiständen oder vertreten lassen.

3. *Gesetz vom 4. Oktober 1999 über die unentgeltliche Rechtspflege (SGF 136.1):*

**Art. 3a (neu)** Amtlicher Rechtsbeistand

Als amtlicher Rechtsbeistand wird normalerweise eine im Freiburger Anwaltsregister oder in der Liste der ausländischen Anwälte eingetragene Person ernannt. Erfordern es die Umstände, kann ein in einem andern Kanton eingetragener Anwalt ernannt werden.

**Art. 8 al. 1 let. c**

[<sup>1</sup> Suivant les circonstances, l'assistance judiciaire comprend, pour le bénéficiaire:]

- c) et, si la difficulté de l'affaire la rend nécessaire, la désignation d'un défenseur d'office et la prise en charge totale ou partielle par l'Etat des honoraires et débours de ce défenseur.

**Art. 11, phr. intr.**

Remplacer « la loi sur la profession d'avocat » par « la loi fédérale sur les avocats ».

**Art. 23**

Abrogé

4. Code du 23 mai 1991 de procédure et de juridiction administrative (RSF 150.1):

**Art. 14 al. 1**

<sup>1</sup> Seules les personnes autorisées à exercer la profession d'avocat peuvent agir comme mandataires dans les affaires portées devant le Tribunal administratif ou devant la Commission d'expropriation.

5. Loi du 26 novembre 1998 concernant la privation de liberté à des fins d'assistance (RSF 212.5.5):

**Art. 3 al. 2**

[<sup>1</sup> La personne en cause peut se faire assister dans la procédure par une personne de son choix.]

<sup>2</sup> Toutefois, dès la procédure de contrôle judiciaire, le pouvoir d'assister la personne en cause est réservé aux personnes autorisées à exercer la profession d'avocat.

**Art. 8 Abs. 1 Bst. c**

[<sup>1</sup> Die unentgeltliche Rechtspflege umfasst für den Gesuchsteller je nach den Umständen:]

- c) sofern es die Schwierigkeit der Streitfrage erfordert, die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes sowie die vollständige oder teilweise Begleichung des Honorars und der Auslagen dieses Rechtsbeistandes.

**Art. 11, Einleitungssatz**

Ersetzen von «Gesetz über den Anwaltsberuf» durch «Anwaltsgesetz des Bundes».

**Art. 23**

Aufgehoben

4. Gesetz vom 23. Mai 1991 über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) (SGF 150.1):

**Art. 14 Abs. 1**

<sup>1</sup> Vor dem Verwaltungsgericht und vor der Enteignungskommission können nur die zur Ausübung des Anwaltsberufes zugelassenen Personen als Vertreter oder Beistand tätig sein.

5. Gesetz vom 26. November 1998 über die fürsorgliche Freiheitsentziehung (SGF 212.5.5):

**Art. 3 Abs. 2**

[<sup>1</sup> Die betroffene Person kann sich im Verfahren durch eine Person ihrer Wahl Beistand leisten lassen.]

<sup>2</sup> Ab dem gerichtlichen Beurteilungsverfahren ist das Recht zur Beistandsleistung jedoch den zur Ausübung des Anwaltsberufes zugelassenen Personen vorbehalten.

6. *Loi du 28 février 1986 sur le registre foncier (RSF 214.5.1):*

**Art. 67 al. 1 let. a**

[<sup>1</sup> Le recourant peut agir personnellement ou se faire représenter par]

- a) un notaire ou une personne autorisée à exercer la profession d'avocat, ou

7. *Loi du 9 mai 1996 d'application relative au bail à loyer et au bail à ferme non agricole (RSF 222.3.1):*

**Art. 12 al. 2**

<sup>2</sup> Les parties peuvent se faire assister ou représenter devant la commission par une personne autorisée à exercer la profession d'avocat.

8. *Code du 28 avril 1953 de procédure civile (RSF 270.1):*

**Art. 101 al. 2 et 3**

<sup>2</sup> Le pouvoir de représenter ou d'assister une partie en justice est réservé aux personnes autorisées à exercer la profession d'avocat.

<sup>3</sup> *Abrogé*

**Art. 102 al. 2**

<sup>2</sup> Une personne autorisée à exercer la profession d'avocat est admise provisoirement comme mandataire présumé, lorsqu'elle est porteuse des pièces nécessaires à la poursuite d'une affaire, moyennant qu'elle produise une procuration dans un délai fixé par le juge.

6. *Gesetz vom 28. Februar 1986 über das Grundbuch (SGF 214.5.1):*

**Art. 67 Abs. 1 Bst. a**

[<sup>1</sup> Der Beschwerdeführer kann selbst Beschwerde einreichen oder sich vertreten lassen von]

- a) einem Notar oder einer zur Ausübung des Anwaltsberufes zugelassenen Person, oder von

7. *Ausführungsgesetz vom 9. Mai 1996 über den Mietvertrag und den nichtlandwirtschaftlichen Pachtvertrag (MPVG) (SGF 222.3.1):*

**Art. 12 Abs. 2**

<sup>2</sup> Die Parteien können sich vor der Kommission durch eine zur Ausübung des Anwaltsberufes zugelassene Person vertreten oder verbeiständen lassen.

8. *Zivilprozessordnung vom 28. April 1953 (SGF 270.1):*

**Art. 101 Abs. 2 und 3**

<sup>2</sup> Die Befugnis, Parteien vor Gericht zu vertreten oder zu verbeiständen, ist den zur Ausübung des Anwaltsberufes zugelassenen Personen vorbehalten.

<sup>3</sup> *Aufgehoben*

**Art. 102 Abs. 2**

<sup>2</sup> Die Vollmacht der im Freiburger Anwaltsregister eingetragenen Anwälte wird vermutet, wenn sie im Besitze der für den Prozess nötigen Schriftstücke sind und sofern sie innert einer vom Richter gesetzten Frist eine Vollmacht einreichen.

9. *Loi du 7 mai 1965 sur la lutte contre l'alcoolisme (RSF 821.44.1):*

**Art. 15 al. 2**

<sup>2</sup> La personne concernée peut être assistée par une personne autorisée à exercer la profession d'avocat.

10. *Loi du 22 novembre 1989 instituant une procédure simple et rapide en matière de protection des consommateurs et de concurrence déloyale (RSF 944.2):*

**Art. 2 al. 1 let. b**

[<sup>1</sup> Les articles 382 à 390 du code de procédure civile sont applicables, sous réserve des dispositions suivantes:]

b) les parties peuvent se faire représenter ou assister en justice par un membre de la famille ou par une personne autorisée à exercer la profession d'avocat;

9. *Gesetz vom 7. Mai 1965 über den Kampf gegen den Alkoholmissbrauch (SGF 821.44.1):*

**Art. 15 Abs. 2**

<sup>2</sup> Die betroffene Person kann sich durch eine zur Ausübung des Anwaltsberufes zugelassene Person verbeiständen lassen.

10. *Gesetz vom 22. November 1989 über die Einführung eines einfachen und raschen Verfahrens im Bereich des Konsumentenschutzes und des unlauteren Wettbewerbs (SGF 944.2):*

**Art. 2 Abs. 1 Bst. b**

[<sup>1</sup> Die Artikel 382–390 der Zivilprozessordnung sind anwendbar. Vorbehalten sind folgende Bestimmungen:]

b) Die Parteien können sich durch ein Familienmitglied oder durch eine zur Ausübung des Anwaltsberufes zugelassene Person vertreten oder verbeiständen lassen.